

NOV 02 1994

NATIONS UNIES



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE

2525^e SÉANCE : 30 MARS 1984

NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2525)	1
Adoption de l'ordre du jour	1
Lettre, en date du 29 mars 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16449)	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/...) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1^{er} janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

2525^e SÉANCE

Tenue à New York le vendredi 30 mars 1984, à 15 h 30.

Président : M. Javier ARIAS STELLA (Pérou).

Présents : Les représentants des Etats suivants : Chine, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Haute-Volta, Inde, Malte, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, République socialiste soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zimbabwe.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2525)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Lettre, en date du 29 mars 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16449).

La séance est ouverte à 16 h 35.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Lettre, en date du 29 mars 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16449)

1. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants du Guyana et du Honduras des lettres par lesquelles ils demandent à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire.

Sur l'invitation du Président, M. Sinclair (Guyana) et M. Flores Bermúdez (Honduras) occupent les sièges qui leur ont été réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

2. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Le Conseil de sécurité se réunit aujourd'hui pour répondre à la demande qui figure dans la lettre en date du 29 mars 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le

représentant du Nicaragua (S/16449). Le premier orateur est le représentant du Nicaragua. Je lui donne la parole.

3. M. CHAMORRO MORA (Nicaragua) [*interprétation de l'espagnol*] : J'ai récemment eu l'occasion de vous féliciter, Monsieur le Président, de diriger les activités du Conseil pendant le mois de mars. Cette fois-ci nous tenons à vous remercier de la diligence avec laquelle vous l'avez convoqué. Le fait que vous soyez un Latino-Américain éminent, fils du peuple frère du Pérou, nous garantit dès le départ une compréhension totale des conditions que connaît actuellement la région d'Amérique centrale et qui menacent gravement la paix et la sécurité internationales. Nous sommes certains que vous, mieux que quiconque, comprenez les causes fondamentales de la crise existant dans notre région, lesquelles ne sont autres que l'oppression, l'exploitation et la misère dont ont souffert les peuples latino-américains à travers l'histoire.

4. A vrai dire, nous n'avions pas l'intention de demander la convocation du Conseil de sécurité deux mois après l'avoir déjà fait, nous n'avions pas eu non plus l'intention de le faire à quatre occasions précédentes en 1982 et 1983. Malheureusement, la guerre criminelle et lâche que mène une grande puissance contre notre peuple l'a rendu nécessaire. Ce gouvernement, en dépit des efforts constants que nous faisons pour que règne la paix entre les peuples frères d'Amérique centrale, continue de faire tout ce qui lui est possible pour détruire notre processus révolutionnaire et notre pays en général.

5. Nous venons ici aujourd'hui une fois de plus pour dénoncer de nouvelles agressions qui, par leur degré de perfectionnement, par l'équipement qui est utilisé et par leur préparation technique, représentent un bond qualitatif dans les opérations clandestines menées contre notre peuple.

6. Nous venons ici, confiants, et assurés que les préoccupations et la condamnation exprimées par la communauté internationale au cours des débats et dans les résolutions adoptées sur cette question ont contribué à éviter un affrontement aux conséquences imprévisibles dans la région. Nous venons ici dans l'espoir que la condamnation de la communauté internationale nous permettra d'éviter un avenir lugubre de désolation et de mort qu'engendrent les agressions contre mon pays. Enfin, nous

venons ici pour que la clameur de la communauté internationale, unie à la vocation renouvelée de paix du Nicaragua et aux efforts du Groupe de Contadora, mène les peuples de la région par les sentiers de la paix et de la prospérité.

7. Malheureusement, les efforts de la communauté internationale qui se sont manifestés au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, au sein du Groupe de Contadora et au Mouvement des pays non alignés, n'ont pas suffi à faire échouer les solutions militaires dans la région. Ces efforts ont certes contribué à éviter une guerre régionale, mais ils n'ont pas réussi à empêcher des crimes contre le Nicaragua, et c'est pour notre pays une cause de très vive préoccupation car nous sommes un peuple épris de paix.

8. Qu'il me soit permis de demander à la communauté internationale si cette vive inquiétude du peuple nicaraguayen n'est pas justifiée devant l'intensification de la présence militaire des Etats-Unis dans un pays d'Amérique centrale qu'ils ont converti en République de location et où ils ont construit une infrastructure d'agressions. Qu'il me soit permis de demander à la communauté internationale si la vive préoccupation du peuple nicaraguayen n'est pas justifiée devant les manœuvres militaires de grande envergure — dont seul le nom change — qui se succèdent de manière ininterrompue dans les territoires et les eaux des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. Qu'il me soit permis de demander à la communauté internationale si la vive préoccupation du peuple nicaraguayen n'est pas justifiée devant le minage criminel de ses ports, lequel met en danger la navigation internationale et représente sur le plan concret un blocus économique commencé il y a déjà plusieurs années. Qu'il me soit permis de demander à la communauté internationale si la vive préoccupation du peuple nicaraguayen n'est pas justifiée devant les efforts constants faits par le Gouvernement américain pour obtenir les fonds nécessaires au financement des mercenaires de la Central Intelligence Agency (CIA).

9. Malheureusement, l'obstination et la myopie politique du Gouvernement américain actuel, alliées à une méconnaissance historique de la réalité nicaraguayenne, l'amènent à se tromper systématiquement dans son analyse et le rend en même temps de plus en plus dangereux. Ce gouvernement pense que notre vive préoccupation devant ses crimes nous rendra plus disposés à négocier, alors qu'il devrait comprendre qu'il ne fait qu'accroître la combativité de notre peuple, notre anti-impérialisme et notre détermination de lutter jusqu'à la mort contre lui ou contre ses fantoches dans la défense de notre souveraineté nationale et de notre intégrité territoriale.

10. La présence militaire américaine, concrétisée par le nouveau "porte-avions terrestre" acheté il a à peine quelques années et qui ne s'appelle ni "America" ni

"New Jersey" mais "Le Honduras", n'est pas le simple fruit de l'imagination du Gouvernement nicaraguayen mais une réalité palpable qui a été amplement démontrée par les médias des Etats-Unis et autres sources. D'après les informations dont nous disposons, la présence militaire actuelle des Etats-Unis dans la République sœur du Honduras se répartit comme suit :

11. Cent-cinquante membres du bataillon des forces spéciales "les Bérêts Verts", chargés d'entraîner dans la guerre anti-insurrectionnelle et dans l'infanterie classique des soldats du Honduras et d'El Salvador, au centre spécial d'entraînement militaire et de sécurité de Puerto Castilla dans le département de Colón; 150 membres du commandement aérien tactique chargé du fonctionnement et de l'administration de la station de radar située sur la colline Ule dans le département de Francisco Morazán; 100 membres du groupe spécial de combat de la base navale de Norfolk (Virginie) chargé de l'administration et du fonctionnement de la base de radar installée sur la colline El Tigre; 600 membres du 96^e bataillon du génie de Fort Bragg (Caroline du Nord), qui seront chargés d'agrandir les pistes aériennes de San Lorenzo, El Aguacate, Puerto Lempira Palmerola, et qui, pendant les manœuvres "Granadero I", seront chargés d'agrandir et de remettre à neuf les pistes aériennes de Jamastrán, Département d'El Paraiso, Comayagua, Département de Copán et La Florida; 900 membres de 43 groupes d'appui à Palmerola qui se livrent actuellement à des exercices d'appui préalables aux manœuvres "Granadero I"; 50 membres du commandement d'intervention de McDiel (Floride) stationnés à Palmerola et chargés de la direction et du contrôle des opérations des exercices communs du Honduras et des Etats-Unis; 480 membres du 101^e bataillon d'aviation stationnés à Palmerola, Comayagua, qui apporteront un appui aérien aux manœuvres "Granadero I", comme ils l'ont fait lors des manœuvres "Ahuas Taras II"; 134 agents de la CIA chargés d'appuyer, de conseiller et de diriger les actions de leurs mercenaires et de la contre-révolution nicaraguayenne; 300 membres du 224^e bataillon des services de renseignement militaires de Fort Stewart (Georgie) qui disposent de 12 avions QU-1 Mohawk et de 7 hélicoptères du type N/D effectuant des vols de reconnaissance dans l'espace aérien salvadorien et hondurien pour appuyer les activités du commandement sud.

12. La présence militaire permanente américaine au Honduras ne se limite pas seulement à l'envoi de personnel militaire des Etats-Unis, mais elle consiste aussi à construire et à agrandir des installations militaires.

13. Ce n'est pas avec nos propres paroles que nous saurions au mieux décrire les intentions de l'impérialisme et de ses fantoches. Leurs objectifs seront encore mieux démasqués par les paroles mêmes du sénateur du Tennessee, membre de la Sous-Commission pour les construc-

tions militaires du Comité des affectations budgétaires du Sénat, Jim Sasser, que je me permets de citer :

“Les installations déjà construites ou que l'on prévoit de construire au Honduras permettront de mener plus facilement une guerre dans la région. Ces installations pourraient en fait servir à encourager les commandants militaires honduriens à tenter une solution militaire à leurs problèmes politico-diplomatiques avec le Nicaragua.”

14. L'infrastructure militaire hondurienne a connu des modifications depuis qu'ont commencé les différentes manœuvres militaires entre le Honduras et les Etats-Unis en 1981. Quatorze bases et aérodromes militaires ont été rénovés ou agrandis dans six départements honduriens.

15. Au cours des prochaines manœuvres “Granadero I” prévues pour le mois d'avril, les ingénieurs militaires américains agrandiront deux autres pistes, à Cucuyagua et Jamastrán, dans les départements de Copán et de El Paraíso, sur la frontière avec El Salvador et le Guatemala. De même, ils vont construire 3 centres d'entraînement de troupes et installeront du matériel complexe de communications par satellite d'une capacité de 40 chaînes, à la base de Palmerola.

16. Dans la province hondurienne de El Valle, on est déjà en train de construire des barricades contre des véhicules blindés de même que des installations de radar. On est en train de remettre à neuf et d'agrandir la route qui unit Mocerón et Puerto Lempira de même que le tronçon unissant Los Trojes et Cifuentes. Ces routes longent la vallée de Jalapa en territoire nicaraguayen, objectif prioritaire des forces contre-révolutionnaires qui opèrent au Honduras.

17. L'aide militaire des Etats-Unis au Honduras a augmenté considérablement depuis 1980. En 1980, en effet, cette aide était de 3,7 millions de dollars pour passer à quelque 40 millions de dollars en 1983. Cette année, en 1984, 41 millions de dollars ont été approuvés et le Gouvernement Reagan a demandé 37 millions de plus sous forme d'aide supplémentaire.

18. Qui plus est, dans le cadre des services d'assistance et d'entraînement militaires américains, les Etats-Unis ont envoyé au Honduras 89 groupes d'entraînement mobile, 40 hélicoptères Huey, 6 avions T-28, 9 avions A-37, 11 péniches de débarquement, 10 embarcations rapides piranas, 24 canons Howitzer et, pour l'année en cours seulement, 30 tonnes de matériel militaire, dont des milliers de fusils M-16, des munitions, des uniformes et des tentes de campement. Il est important de signaler que tout le matériel militaire transporté au Honduras pendant les manœuvres communes avec les Etats-Unis est laissé dans le pays sous

forme de dons et n'est pas comptabilisé dans le budget d'assistance approuvé par les voies normales.

19. En outre, les différentes manœuvres et autres exercices navales et militaires réalisés par l'armée des Etats-Unis et celle du Honduras pendant cette période et qui, comme elles le disent elles-mêmes, ont pour objet d'intimider la révolution populaire sandiniste et le mouvement révolutionnaire centraméricain, de même que de construire des bases militaires et des centres d'entraînement pour l'armée d'El Salvador et pour les bandes contre-révolutionnaires mettent en relief la politique interventionniste des Etats-Unis dans notre région.

20. Les manœuvres militaires et navales entre les Etats-Unis et le Honduras “Big Pine II”, qui ont duré sept mois, ne sont que l'expression de la participation militaire des Etats-Unis au Honduras ces quatre dernières années. Après la fin spectaculaire de ces manœuvres, une infrastructure militaire est restée en place, qui a presque fait du Honduras un pays militairement occupé. Dans le cadre de ces manœuvres, en ce qui concerne les activités terrestres, environ 5 500 hommes y ont participé avec l'assistance de la marine de guerre et de l'aviation américaines, lesquelles, ont ainsi fait monter à plus de 15 000 le nombre de soldats dans la région.

21. Une fois terminées les manœuvres “Big Pine II”, les Etats-Unis n'ont pas hésité à faire connaître leur intention de continuer à consolider leur présence militaire au Honduras. Le commandant Arnie Schossboy, dans le commandement sud, dans la zone du canal de Panama, a déclaré qu’“il existe des plans visant à prolonger les manœuvres militaires jusqu'à 1988”.

22. Donnant une preuve de plus de leur force militaire dans le but évident d'intimider et d'obtenir des résultats favorables pour leur politique interventionniste en El Salvador, des personnalités officielles du Gouvernement Reagan ont déclaré que les Etats-Unis effectueraient de nouvelles manœuvres à petite échelle au Honduras, qui commenceraient en mars et se termineraient en juin; des petites unités terrestres de l'armée des Etats-Unis, composées de 100 à 200 soldats, seraient déployées dans des régions du Honduras, tout près des frontières avec le Nicaragua et El Salvador, effectuant de façon permanente ce que l'on pourrait appeler des mini-manœuvres.

23. En fait, aussi bien en Amérique centrale qu'aux Caraïbes les Etats-Unis réaliseront dès le mois d'avril prochain les manœuvres les plus grandes qu'ils aient jamais effectuées dans le territoire et dans les eaux d'Amérique centrale et dans la mer des Caraïbes, dans lesquelles ils prétendent entraîner également d'autres pays de la région, cherchant ainsi à aller-au-delà de l'utilisation notoire de leurs fantoches bien connus. Dans ces manœuvres “Granadero I” et “Ocean Venture II”, des milliers de soldats

américains seront mobilisés sur les terres et dans les eaux de notre région; y participeront également des centaines d'avions de combat, notamment des bombardiers B-52, et des dizaines de bâtiments de guerre. Cette fois, les manœuvres seront effectuées non pas seulement tout près de la frontière avec le Nicaragua mais également près de la frontière avec El Salvador.

24. La présence militaire américaine au Honduras — présence massive et permanente — a eu pour conséquence immédiate une augmentation accélérée des opérations militaires des mercenaires de la CIA à partir de territoires frontaliers, en particulier à partir du Honduras où ils peuvent compter sur l'appui inconditionnel de l'armée et du gouvernement de ce pays.

25. Cela a eu ainsi pour résultat la prolifération des bases et des camps de contre-révolutionnaires dans des territoires voisins, où ils s'entraînent et se réapprovisionnent de manière systématique. Je voudrais préciser aux membres du Conseil que mon gouvernement continue à croire dans les bonnes intentions du Gouvernement du Costa Rica et dans sa neutralité constante et active, et c'est pourquoi, à notre avis, les camps situés dans ce territoire ne bénéficient pas de l'appui officiel du Gouvernement du Costa Rica. Au contraire, c'est la CIA et ses mercenaires qui essaient de créer des problèmes politiques entre nos deux pays. Nous espérons que nos deux peuples et nos deux gouvernements, avec la maturité et l'indépendance nécessaires, pourront contribuer à alléger les tensions existant dans la région et à améliorer nos relations bilatérales, ce qui favorisera la paix et le progrès en Amérique centrale.

26. D'autre part, nous sommes entièrement convaincus que notre région vit des moments extrêmement critiques et difficiles qui peuvent, à tout moment, dégénérer en conflit dont les conséquences seraient graves. C'est pourquoi, dans le but d'alerter la communauté internationale, je vais énumérer en détails l'emplacement de ces camps en territoires hondurien de même que les agressions dont nous avons été victimes depuis la dernière réunion du Conseil sur cette question, début février [2513^e séance].

27. Je voudrais préciser qu'il existe actuellement en territoire hondurien 15 camps utilisés par la CIA pour entraîner ses mercenaires somozistes contre notre pays, et que ces camps sont situés tout le long de la frontière avec le Nicaragua. Je vais maintenant donner la liste de ces camps.

28. Le premier est le camp de "Las Tunas", situé à 11 kilomètres à l'ouest de El Espino, en territoire hondurien; personnel : 200 contre-révolutionnaires. Le deuxième est le camp de "Cerro Las Uvitas", situé à 13 kilomètres au nord de Santo Tomás del Norte, en territoire hondurien; personnel : 300 contre-révolutionnaires. Le troisième est

le camp de "Cacamuya", situé à 15 kilomètres au sud d'El Espino, en territoire hondurien personnel : 100 contre-révolutionnaires. Le quatrième est le camp de "Santa Rita", situé à 9 kilomètres au sud d'El Espino, en territoire hondurien; personnel : 300 contre-révolutionnaires. Le cinquième est le camp de "Las Dificultades", situé à 1 kilomètre au nord du village de Las Dificultades, en territoire hondurien; personnel : 200 contre-révolutionnaires. Le sixième est le camp de "La Lodoza", situé à 17 kilomètres au nord du village de San Fernando, en territoire hondurien; personnel : 200 contre-révolutionnaires. Le septième est le camp de "San José", situé à 13 kilomètres au nord du village de San Fernando, en territoire hondurien; personnel : 500 contre-révolutionnaires. Le huitième est le camp de "Nubarrones", situé à 13 kilomètres à l'ouest de Jalapa, en territoire hondurien; personnel : 250 contre-révolutionnaires. Le neuvième est le camp de "Las Mercedes", situé à 1 kilomètre au nord de Trojes, en territoire hondurien; personnel : 60 contre-révolutionnaires. Le dixième est le camp de "Quebrada de Oro", situé à 22 kilomètres au nord-est de Jalapa, en territoire hondurien; personnel : 700 contre-révolutionnaires. Le onzième est le camp de "Buena Vista", situé à 19 kilomètres au nord-est de Jalapa, en territoire hondurien; personnel : 110 contre-révolutionnaires. Le douzième est le camp de "Las Vegas", situé à 2 kilomètres au nord de l'embouchure de la rivière Poteca, en territoire hondurien; personnel : 200 contre-révolutionnaires. Le treizième est le camp de "Banco Grande", situé à 39 kilomètres au nord-est du village de Murra, en territoire hondurien; personnel : 570 contre-révolutionnaires. Le quatorzième est le camp de "Rus Rus", situé à 35 kilomètres au nord-est du village de Leymus, en territoire hondurien; personnel : 300 contre-révolutionnaires. Le quinzième est le camp de "Auka", situé à 27 kilomètres au nord-est de Waspán, en territoire hondurien; personnel : 100 contre-révolutionnaires.

29. Il convient de signaler que certains des camps dont j'ai mentionné le nom ont déjà été cités et sont connus des missions diplomatiques auprès de l'Organisation des Nations Unies. En effet, des journalistes américains se sont rendus sur place, en plusieurs occasions, et les ont dénoncés.

30. Je vais maintenant vous donner un bref compte rendu des actes d'agression commis contre le Nicaragua durant la période allant du 4 février au 29 mars 1984.

31. Le 4 février, un groupe contre-révolutionnaire et des soldats de l'armée hondurienne ont attaqué, à partir du territoire hondurien, le port frontalier de La Tablazon, situé à 5 kilomètres au nord de Dipilto. Le 12 février, deux vedettes du type Piraña venant du territoire hondurien ont attaqué pendant 15 minutes Punta San José, dans le département de Chinandega. Le 14 février, un groupe contre-révolutionnaire en nombre indéterminé venant du terri-

toire hondurien a harcelé le village frontalier de Santo Tomás del Nance, dans le département de Chinandega, pendant 10 minutes et ont saboté un poste de lignes électriques, privant le village en question d'électricité. Le 16 février, un groupe de 30 soldats de l'armée hondurienne a attaqué avec des mitrailleuses M-60, des mortiers de 81 mm et des fusils le village de Las Papayas, situé à 2 kilomètres au nord d'El Espino. Le 24 février, des soldats de l'armée hondurienne ont attaqué le village de El Ranchon, situé à 5 kilomètres au nord-ouest de Cinco Pinos, dans le département de Chinandega, sans que des dommages aient été rapportés. Le même jour, des embarcations rapides de type indéterminé ont essayé de pénétrer jusqu'aux réservoirs de carburant d'El Bluff, dans le département de Zelaya. Elles ont été repoussées par nos troupes et se sont retirées en territoire ennemi, en direction du sud. Le 29 février, un groupe contre-révolutionnaire en nombre indéterminé a harcelé le poste frontalier de San Juan del Norte, sur notre frontière sud. Le même jour, des soldats de l'armée hondurienne armés de fusils ont attaqué le poste frontalier de la Ceiba, situé à 5 kilomètres à l'ouest de Somotillo, dans le département de Chinandega.

32. Le 1^{er} mars, un groupe contre-révolutionnaire a attaqué, à partir du territoire hondurien, le poste frontalier de Leymus, en Zelaya du nord. Le 3 mars, des soldats de l'armée hondurienne ont attaqué le poste frontalier de La Ceiba durant 15 minutes; un hélicoptère vert-olive a survolé à une altitude d'environ 1 000 m le port de Potosi, dans le département de Chinandega, et a attaqué les installations du lieu susmentionné avec six roquettes. On n'a rapporté ni dommages matériels ni pertes de vies humaines; deux embarcations de *Pescasa* ont heurté des mines placées en mer, face à El Bluff, et le même jour, cinquante soldats de l'armée hondurienne ont attaqué le poste frontalier de Las Ministas, à 3 kilomètres au nord-est de Somotillo, dans le département de Chinandega.

33. Le 5 mars, premièrement, deux vedettes Piraña ont fait une incursion dans le secteur de Potosi, dans le département de Chinandega. Elles étaient appuyées par des moyens aériens non déterminés et une chaloupe canonnière, lesquels ont ouvert le feu contre les navires de la marine de guerre sandiniste amarrés en cet endroit, faisant six blessés parmi nos camarades et un mort. Le même jour, des éléments contre-révolutionnaires en nombre indéterminé ont attaqué depuis le territoire hondurien les villages de Leymus et de Waspán, en Zelaya du nord.

34. Le 6 mars, deux avions de type Cessna venant du Honduras ont attaqué le poste frontalier de Leymus, dans le Zelaya du Nord. Des soldats de l'armée hondurienne ont attaqué pendant 20 minutes le poste frontalier d'El Naranjo, situé à 5 kilomètres au nord-ouest de Somotillo, dans le département de Chinandega. Des éléments contre-révolutionnaires et des soldats de l'armée hondurienne ont attaqué la communauté de Vado Ancho, à un kilomètre

au sud de Santo Tomás del Norte, avec des fusils et des mortiers de 81 mm, causant la mort d'une petite fille de 11 mois. Quatrièmement, deux vedettes de type Piraña ont attaqué l'unité militaire située à Montelimar, dans le département de Managua, et se sont retirées ensuite vers le sud.

35. Le 7 mars, deux vedettes appuyées par un hélicoptère ont attaqué l'unité navale de la marine de guerre sandiniste à San Juan del Sur, de même que le poste frontalier, à l'aide de canons, de fusils et de quatre roquettes. Le 8 mars, le navire panaméen *Norcaribe* a heurté une mine dans le port de Corinto et a subi une grave avarie. Le 9 mars, un nombre non déterminé de mercenaires somozistes, se trouvant en territoire hondurien, dans le secteur de San Jerónimo, et agissant en coordination avec des soldats de l'armée hondurienne, ont attaqué avec des mortiers et des fusils les installations militaires d'El Naranjo situées à 4 kilomètres au nord de Somotillo.

36. Le 10 mars une patrouille composée de 10 soldats de l'armée hondurienne a attaqué pendant cinq minutes le poste d'observation de La Reforma situé à 5 kilomètres de Somotillo. Un groupe d'environ 30 à 40 mercenaires somozistes, opérant de concert avec des soldats de l'armée hondurienne, et armés de fusils AK et FAL, ont attaqué pendant une heure le poste d'observation de La Minita, situé à 3 kilomètres au nord-ouest de Somotillo.

37. Le 11 mars, un groupe de mercenaires somozistes, en nombre non déterminé et provenant du territoire hondurien, a essayé de saboter la sous-station électrique de Villanueva, située à 10 kilomètres au sud-ouest de Somotillo, en tirant au tube lance-roquettes RPG-7, mais n'a pas réussi à atteindre la cible et n'a causé aucun dommage.

38. Le 12 mars, un groupe de mercenaires, venant également du territoire hondurien et en nombre non déterminé, a détruit avec des explosifs des pylones de câbles électriques situées à 2 kilomètres au nord-ouest de Somotillo, et s'est replié ensuite au Honduras.

39. Le 25 mars, un groupe de soldats honduriens, en nombre non déterminé, a attaqué à partir du territoire hondurien les unités de l'armée populaire sandiniste se trouvant à 5 kilomètres au sud-ouest de Somotillo, en effectuant 40 tirs de mortiers de 81 mm; des forces combinées de l'armée hondurienne et de contre-révolutionnaires stationnés en territoire hondurien ont effectué une attaque d'artillerie, en se servant de mortiers, contre la communauté nicaraguayenne de La Ceiba, à 5 kilomètres au nord-ouest de Somotillo.

40. Le 27 mars, 30 soldats de l'armée hondurienne ont attaqué à coups de fusils, à partir du territoire hondurien, une patrouille de l'armée populaire sandiniste en service

dans le secteur de la colline de Los Pastores, situé à un kilomètre au sud de Santo Tomás del Nance, dans le département de Chinandega. Dans le secteur de surveillance navale de Corinto, deux vedettes de type Piraña venant du Honduras ont attaqué un garde-côte nicaraguayen, alors qu'il surveillait la zone qui fait face au port de Corinto; au moment de l'attaque, deux avions ont survolé la zone tous feux éteints. Au cours de cette attaque criminelle, deux marins ont été blessés, dont un se trouve encore dans un état extrêmement grave.

41. Le 28 mars, le navire de commerce *Homin n° 7*, battant pavillon panaméen, a été attaqué par une vedette de type Piraña venant du Honduras et armée de pièces de 50 mm. Le même jour, à 18 h 50, le bateau de pêche *Aracely Pérez* a heurté une mine dans le port de Corinto, et a subi de graves avaries à la proue.

42. Le 29 mars, deux vedettes de type Piraña ont essayé de placer des mines au large du littoral du Pacifique, mais elles ont été surprises et repoussées par les garde-côtes nicaraguayens qui ont atteint une de ces vedettes et ont réussi à l'incendier. Le même jour, à 5 heures, des soldats de l'armée hondurienne en nombre non déterminé ont attaqué, à partir du territoire hondurien, le secteur de Catarina, à 3 kilomètres de La Ceiba; ils ont également harcelé le poste d'observation de La Ceiba à 5 kilomètres de Somotillo, à l'aide de tirs d'artillerie et de mortiers de 81 mm qui, heureusement, n'ont pas entraîné de pertes. Le 29 mars également, des groupes contre-révolutionnaires venant du Honduras ont attaqué et saboté le barrage de Salto Grande, dans le secteur de Bonanza, dans le Zelaya du Nord et ont endommagé un générateur d'électricité, ce qui aura des répercussions sur l'économie de la population Mosquito; ils ont ensuite été repoussés par notre armée; plusieurs contre-révolutionnaires ont été blessés ou sont morts et les autres se sont enfuis vers le territoire de Wuapuc, sur le sol hondurien. Le 29 mars également, deux bateaux de pêche nicaraguayens qui se trouvaient dans la baie de Corinto ont été gravement endommagés en heurtant deux mines.

43. Le 30 mars — c'est-à-dire aujourd'hui — à 5 h 50, il y a eu une explosion dans le port de Corinto entre les bouées 1 et 2. A la suite de cette explosion, le navire nicaraguayen *Alma Sultana*, qui effectuait un travail de dragage, a été gravement endommagé, deux réservistes ont été blessés et un membre de l'armée populaire sandiniste est mort.

44. J'ai voulu donner ces détails relatifs non seulement à l'existence de camps militaires en territoire hondurien, mais aussi à l'agression, aux attaques, aux violations de notre territoire, de notre espace aérien, de nos eaux territoriales, parce que nous pensons qu'il est extrêmement important que la communauté internationale se rende

compte de toute une série d'éléments qui entrent en jeu dans cette nouvelle phase de l'agression.

45. En premier lieu, nous constatons que ces attaques et incidents se sont produits pratiquement chaque jour soit contre nos frontières, soit contre nos ports. En deuxième lieu, on voit, on sent une participation toujours plus directe de l'armée hondurienne à ces attaques, laquelle soit opère seule, soit appuie les groupes contre-révolutionnaires. En troisième lieu, il est important de relever l'utilisation de moyens extrêmement perfectionnés, tant maritimes qu'aériens, ces moyens dépassent la capacité technique non seulement des mercenaires et de la contre-révolution, mais également de l'armée hondurienne. Cela signifie donc qu'il y a une participation de plus en plus importante de la grande puissance du nord, les Etats-Unis.

46. Voici deux semaines à peine, le Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés adoptait un communiqué [S/16422, annexe] rappelant la Déclaration politique de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés [voir S/15675, annexe] tenue à New Delhi en mars 1983, qui dénonçait les menaces et les actes d'intimidation et d'agression contre le Nicaragua, l'utilisation du territoire de pays étrangers appartenant ou non à la région comme bases d'agression et comme centres d'entraînement de forces contre-révolutionnaires et la perpétration d'actes terroristes et de sabotage. Le Bureau s'est également dit profondément préoccupé de la nouvelle intensification de ces actes et a condamné le minage des ports du Nicaragua. Il s'est en outre fermement opposé à toute mesure tendant à instituer un blocus à l'encontre d'un Etat de la région, quel qu'il soit.

47. Au moment où ce communiqué allait être adopté au Siège de l'Organisation des Nations Unies, ici à New York, toute une série d'incidents s'étaient déjà produits; ils avaient non seulement causé des pertes en vies humaines et des dommages matériels importants, mais avaient en outre mis en danger la navigation internationale.

48. Ces graves incidents, résultant du minage non sélectif de nos ports et de la combinaison d'attaques aériennes et navales contre ces ports et d'autres objectifs économiques et militaires, sous la direction et avec le financement et l'appui de la CIA, ont commencé de se produire, comme je l'ai dit lorsque j'en ai fait le compte rendu détaillé, le 25 février, lorsqu'une vedette du type Piraña, venant d'El Bluff, sur la côte atlantique nicaraguayenne, a dispersé plusieurs mines qui, le jour suivant, ont causé la destruction du bateau à moteur nicaraguayen *Pescasa 15*, au cours de laquelle deux de nos camarades ont été blessés. Le même jour, le bateau à moteur *Pescasa 23* a heurté deux mines et a été entièrement détruit; en outre, neuf camarades ont été blessés et deux ont disparu.

49. Le 1^{er} mars, ce minage non sélectif de nos ports a commencé à endommager également des navires d'autres nationalités. Un dragueur battant pavillon hollandais, le *Geoponte VI*, qui était en train de draguer le port de Corinto grâce à des fonds alloués par le Gouvernement hollandais au Gouvernement nicaraguayen, a subi des avaries à cause de la vague de fond provoquée par une explosion en profondeur. Cette explosion a fait quatre blessés, dont deux travailleurs hollandais, et a représenté, pour la compagnie hollandaise, des pertes s'élevant à plus d'un million de dollars. Le 7 mars, le cargo *Los Caribes*, battant pavillon panaméen, a été avarié à la suite de l'explosion d'une mine alors qu'il sortait du port de Corinto; plusieurs marins de nationalité mexicaine et panaméenne ont été blessés.

50. Nous avons à peine alerté la communauté internationale sur la gravité de ces incidents et pas plus de 13 jours s'étaient écoulés depuis que le Mouvement des pays non alignés avait condamné ces actes que le navire *Lugansk*, battant pavillon soviétique, qui transportait du pétrole à destination de notre pays, a subi de sérieuses avaries lors de son entrée dans le port de Sandino à la suite de l'explosion d'une mine qu'il a heurtée. A la suite de cet incident, cinq marins soviétiques ont été blessés; ils viennent ainsi s'ajouter aux marins hollandais, mexicains et centraméricains qui, auparavant, avaient été les victimes innocentes des actes de sabotage auxquels se livre le Gouvernement américain contre le Gouvernement nicaraguayen dans le cadre des opérations clandestines qui sont d'ailleurs publiquement discutées par le Sénat des Etats-Unis.

51. Une semaine après cet incident, le 28 mars, le navire *Inderchaser*, battant pavillon libérien, a heurté une mine qui a explosé alors qu'il quittait le port de Corinto. A l'heure actuelle, les autorités nicaraguayennes sont en train d'évaluer les dommages subis par ce navire.

52. Hier, comme je l'ai dit, deux navires nicaraguayens qui se trouvaient dans la baie de Corinto ont été gravement endommagés après avoir heurté deux mines. Fort heureusement, il n'y a pas eu à cette occasion des victimes, mais ces navires sont presque entièrement détruits.

53. Outre le fait que ces actes ont entraîné d'irréparables pertes en vies humaines et d'importants dommages matériels, ils ont eu des conséquences graves pour le commerce international nicaraguayen. Plusieurs cargos de diverses nationalités ont décidé de ne pas décharger leurs marchandises dans le port de Corinto; ils ont choisi de le faire à Puerto Caldera, en territoire costaricien, ce qui affecte les opérations normales de chargement et le déchargement de notre pays.

54. Cette stratégie de la terreur, qui comprend l'utilisation d'avions T-28 et de vedettes Piraña, ainsi que le minage de nos eaux territoriales, et qui représente un tournant

important dans les modes de "guerre clandestine" que l'on mène contre notre pays, représente en même temps l'exemple le plus tangible de terrorisme d'Etat auquel se livre contre notre peuple et notre gouvernement le Gouvernement actuel des Etats-Unis; ce faisant, celui-ci viole les normes les plus élémentaires du droit international, qui doivent être fidèlement respectées par tous les Etats, et notamment parce que l'Etat qui commet cette violation est une grande puissance et membre permanent du Conseil de sécurité.

55. Le recours de plus en plus impudent au terrorisme d'Etat par le Gouvernement des Etats-Unis, par l'intermédiaire de la CIA, est dû au fait qu'il ne trouve plus de prétextes contre notre révolution et qu'il a perdu tous les espoirs qu'il avait placés dans ses mercenaires et ses contre-révolutionnaires somizistes après les avoir entretenus, mois après mois, sans succès, au prix de millions de dollars ainsi soutirés au peuple américain.

56. Les dernières actions entreprises nous amènent à penser que le Gouvernement Reagan a l'intention d'instituer un blocus militaire contre le Nicaragua. La communauté internationale a pour responsabilité de freiner un gouvernement qui, abusant de sa puissance économique et militaire, a de plus en plus ouvertement recours à la force pour résoudre les conflits internationaux et qui se faisant invoque des prétextes aussi invraisemblables que dangereux.

57. En même temps, le Gouvernement Reagan, non content des dommages déjà causés à notre peuple, se propose également d'augmenter l'aide militaire fournie à ses combattants de la liberté qui assassinent chaque jour des hommes, des femmes, des vieillards et des enfants dans mon pays. En effet, il y a de cela deux semaines, ce gouvernement a annoncé sa décision d'allouer 21 millions de dollars aux mercenaires de la CIA, montrant ainsi qu'il était bien décidé à faire aboutir ses plans criminels contre le Nicaragua et qu'il faisait bien peu de cas du peuple américain, de l'opinion publique internationale et de la démarche pacifiste du Groupe de Contadora. Ces 21 millions de dollars seraient prélevés sur les 200 millions de dollars au titre d'une loi destinée à aider des Américains âgés n'ayant que de faibles ressources, afin d'améliorer la situation précaire dans laquelle se trouvent déjà les personnes âgées dans ce pays. C'est dire que le gouvernement n'hésite pas à sacrifier ses propres citoyens pour servir sa politique guerrière et réaliser ses options militaires.

58. La communauté internationale ne peut rester impassible devant le renforcement, en El Salvador, de la présence militaire des Etats-Unis dont l'ingérence empêche que soit trouvée une solution politique raisonnable à la guerre civile dans ce pays frère, solution qui permettrait d'aller aux racines de la crise dans la région. Préoccupé

par la détérioration du conflit provoquée par la poursuite de l'intervention étrangère, le Mouvement des pays non alignés a récemment exprimé l'espoir que cesse cette intervention. Il a lancé un appel pour que soit adoptée une position constructive et pour qu'il ne soit pas apporté d'aide militaire susceptible d'entraver ce processus.

59. Malheureusement, comme il fallait s'y attendre, la réponse des Etats-Unis a été le renforcement de leur présence militaire dans ce pays. Ces derniers jours, ils ont resserré leur étau militaire autour d'El Salvador. Je vais brièvement vous en donner quelques preuves. Les porte-avions *America* et *John F. Kennedy*, ont respectivement été envoyés vers l'Atlantique et le Pacifique; 2 500 soldats ont été stationnés à la frontière entre le Honduras et El Salvador; des opérations anti-insurrectionnelles ont été montées au nord-est d'El Salvador. Une aide militaire, évaluée à un million de dollars par jour, continue d'être fournie et ne fait qu'allonger la longue et douloureuse liste des victimes salvadoriennes, qui dépassent déjà les 50 000; les vols d'espionnage au-dessus de ce pays se sont multipliés. A cet égard, nous avons tous été informés, grâce au *New York Times* d'aujourd'hui, que les personnalités officielles américaines admettent qu'il s'agit d'activités entreprises il y a déjà un certain temps et destinées à faciliter les opérations militaires de l'armée salvadorienne.

60. La façade de démocratie que les Etats-Unis ont prétendu donner aux élections en El Salvador ne fera que rendre plus difficile et plus complexe encore la situation dans ce pays. Le seul objectif de M. Reagan, c'est d'arriver à justifier l'augmentation de l'aide militaire. Mais il ne faudrait pas que M. Reagan croit qu'El Salvador c'est la Grenade et qu'il espère qu'en envoyant ses Marines, il pourra obtenir une victoire à la Pyrrhus comme à la Grenade.

61. La seule solution raisonnable pour le peuple salvadorien — la communauté internationale en est bien consciente et différents gouvernements démocratiques à travers le monde ont déjà présenté des propositions dans ce sens — c'est le dialogue entre toutes les forces en présence, le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), le Front démocratique révolutionnaire (FDR) et le gouvernement. Le seul objectif viable, c'est la formation d'un gouvernement largement représentatif sur le plan national. Voilà pourquoi nous demandons instamment à la communauté internationale, et au Groupe de Contadora en particulier, d'user de leurs bons offices afin que cet objectif soit réalisé.

62. Le Groupe appelé Groupe de Contadora a poursuivi sa quête de la paix dans la région. Toutefois, le travail ardu du Groupe de Contadora a été considérablement entravé par certains pays d'Amérique centrale qui, fidèles à leurs maîtres du Nord, refusent de prendre des engagements concrets qui feraient s'éloigner une fois pour toutes

le spectre de la guerre qui hante la région depuis quelques années. Autrement dit, c'est le Gouvernement des Etats-Unis qui constitue le principal obstacle à l'entreprise de paix du Groupe de Contadora.

63. Le comble du cynisme, c'est que le nouvel envoyé spécial du Président Reagan en Amérique centrale, avant de commencer son dernier voyage dans notre région, a déclaré que les activités militaires des Etats-Unis dans la région et les pressions sur le Nicaragua ne sont pas incompatibles avec les démarches du Groupe de Contadora et a ajouté que Contadora était une initiative latino-américaine et que les problèmes de sécurité réclamaient un autre type de réponse. Voilà quel genre d'aide le Gouvernement américain dit apporter à Contadora.

64. L'envoyé spécial brandit d'une main les lauriers de la paix et de l'autre l'épée de la guerre. Elle est bien cynique la déclaration de ce fonctionnaire, mais elle reflète clairement la position américaine qui est non seulement de ne pas prendre au sérieux les démarches de paix de Contadora mais d'essayer d'y faire obstacle.

65. C'est pourquoi nous comprenons parfaitement cette situation qui a incité le Commandant Daniel Ortega Saavedra, Coordonnateur du Conseil du Gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua, à se rendre d'urgence dans la République sœur du Mexique. Il a demandé au Président de la Madrid que soient prises d'urgence, au sein du Groupe de Contadora, des mesures extraordinaires afin d'empêcher la guerre en Amérique centrale. C'est cette même préoccupation et la vocation de paix du Nicaragua qui l'ont décidé à envoyer des missions dans les autres pays du Groupe de Contadora, c'est-à-dire en Colombie, au Panama et au Venezuela, et dans d'autres pays de la région également.

66. Mon pays estime que l'effort tendant à la réalisation d'un accord dans la région entre les seuls pays d'Amérique centrale, sans prendre en considération les Etats-Unis, pourrait conduire à l'échec les difficiles négociations qui se déroulent au sein du Groupe de Contadora. La paix en Amérique centrale exige comme condition *sine qua non* un engagement clair et définitif des Etats-Unis qui jusqu'ici, outre le fait qu'ils ont prétendu être un simple spectateur de la crise dans la région, ont eu recours à toutes sortes de pressions politiques pour empêcher une solution véritable, juste et durable des conflits dans la région. Qui plus est, et contrairement à ce qui a été demandé par le Groupe de Contadora lui-même, ils ont intensifié leur guerre hideuse et non déclarée contre mon pays par le biais des mercenaires de la CIA, ils ont renforcé ainsi considérablement leur présence militaire dans la région.

67. Dans une entrevue publiée dans le *New York Times*, le Président des Etats-Unis a répondu à la question de

savoir comment s'explique ou se justifie le fait que les Etats-Unis appuient ceux qui essaient de renverser un gouvernement avec lequel les Etats-Unis ont des relations diplomatiques. Il l'a fait de la manière suivante :

“Je ne vois aucune contradiction entre notre appui au Gouvernement démocratique d'El Salvador et aux opposants, les “contras”. Nous avons dit très clairement au Nicaragua que cela cessera lorsqu'il tiendra sa promesse, restaurera la démocratie et organisera des élections. Maintenant les pressions l'ont obligé à dire qu'il y aurait des élections, en novembre prochain, semble-t-il. Mais jusqu'ici rien n'indique que les élections seront autre chose qu'un aval systématique, comme c'est toujours le cas pour les gouvernements totalitaires”.

68. Ainsi, M. Reagan prétend s'ériger en législateur, juge et bourreau d'exécution de toute la vie politique interne d'un pays et, en conséquence, se comporte en “délinquant international”. Sa conduite répond à tous les critères de ce que la doctrine moderne internationale actuelle appelle “terrorisme d'Etat”. Mon pays se réserve le droit d'exercer les actions nécessaires pour exiger, le moment venu, les indemnités qui lui reviennent en toute justice à la suite des dévastations et des assassinats causés par la politique criminelle de ce terroriste international. En attendant, nous demandons à cet organe suprême de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour arrêter la guerre en Amérique centrale, car il en a la compétence et la responsabilité.

69. Avant de terminer, je voudrais demander à la représentante des Etats-Unis, car c'est l'une des collaboratrices les plus éminentes et les plus proches de ce gouvernement, de m'expliquer quelle autorité morale a M. Reagan — il vaut la peine de rappeler qu'il a été élu en 1980 avec moins de 30 p. 100 de l'électorat américain — pour exiger que l'on adopte au Nicaragua le système politique “X” ou “Y” et pour essayer en outre d'y parvenir en recourant à la force brutale et en revenant ainsi à l'époque de la politique de la canonniers et du bâton.

70. Je voudrais aussi qu'elle me dise qui a érigé le président Reagan en champion de la liberté et en gardien de la démocratie et qui, en outre, l'a autorisé à définir les paramètres qui déterminent les notions de démocratie et de liberté, notions qui, dans son cas, recouvrent une gamme si diverse qu'elle commence en El Salvador pour se terminer en Afrique du Sud.

71. En outre, je voudrais que la représentante des Etats-Unis m'explique à quel titre M. Reagan prétend s'ériger en défenseur des droits de l'homme dans le monde, alors que son propre pays connaît de graves déséquilibres sociaux, bien qu'il s'agisse d'une grande puissance économique du monde; en effet, dans ce pays, les minorités

hispaniques et noires sont des citoyens de troisième classe qui sont traités avec mépris et les mendiants dorment la nuit dans les rues du Manhattan près des bouches d'aération pour se protéger des rigueurs de l'hiver.

72. Je voudrais simplement, quant à moi, lui rappeler que son gouvernement devrait s'interroger sur ses erreurs et — après y avoir réfléchi sérieusement — agir avec la maturité qui doit caractériser les gouvernants d'un empire comme l'empire des Etats-Unis pour éviter d'entraîner le monde dans un holocauste dont les conséquences sont incalculables.

73. Mme KIRKPATRICK (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Une fois de plus, le Conseil de sécurité siège pour examiner une plainte du Gouvernement du Nicaragua contre le Gouvernement des Etats-Unis. Le Conseil doit maintenant être bien au fait de la teneur de la plainte nicaraguayenne, cet organe en ayant été saisi, d'une manière ou d'une autre, en quelque six occasions au cours des deux dernières années. Les détails changent, mais le fond de la plainte reste essentiellement le même : le Nicaragua est la victime pacifique et innocente d'une agression orchestrée, sinon exécutée, par les Etats-Unis. Par le passé, on avait donné l'an dernier et l'année d'avant à penser que les Etats-Unis étaient sur le point d'entreprendre une invasion armée massive du Nicaragua. Cette année-ci cette accusation est absente, mais l'essentiel de la plainte n'a guère changé, à part ce détail important.

74. Il n'est sans doute pas surprenant que la plainte nicaraguayenne soit présentée au Conseil à la suite des élections en El Salvador, un pays voisin — cela s'était déjà produit en mars 1982. Cela se produit pratiquement chaque fois que nous avons un débat sur la politique centraméricaine au Congrès des Etats-Unis.

75. Le Gouvernement marxiste-léniniste du Nicaragua n'a guère pu être heureux des élections en El Salvador. En fait, nous venons d'entendre le représentant du Nicaragua dire que les élections en El Salvador ne font que rendre la situation plus difficile et plus complexe. On peut se demander : difficile pour qui; complexe en quoi ?

76. Le Gouvernement nicaraguayen lui-même avait promis la démocratie, l'indépendance nationale et l'autodétermination au peuple du Nicaragua avant qu'il parvienne au pouvoir. Ses membres avaient fait ces promesses par écrit; ils les avaient faites dans des arènes publiques; ils avaient pris des engagements solennels alors qu'ils recherchaient l'aide de l'Organisation des Etats américains (OEA), des Etats-Unis et de leurs voisins. Et, en fait, les sandinistes ont reçu l'aide de l'OEA, des Etats-Unis et de leurs voisins lorsqu'ils se sont efforcés de renverser la dictature dirigée par Anastasio Somoza. Il est intéressant de noter qu'aujourd'hui, tout comme l'année dernière et

l'année précédente, le Gouvernement nicaraguayen, qui a recherché et reçu l'aide de ces groupes régionaux et de ces voisins, ne lance pas un appel à ces groupes régionaux et à ces voisins dans l'hémisphère pour qu'ils l'aident dans ses problèmes actuels. Serait-ce parce qu'ils sont trop bien informés ?

77. C'est le Nicaragua qui a entamé le processus de militarisation et commencé à introduire des conseillers étrangers en Amérique centrale. C'est le Nicaragua qui a commencé le processus de déstabilisation de ses voisins. Je ne vois pas l'intérêt, aujourd'hui, d'exposer tous les faits devant le Conseil; il les connaît sans doute bien. Je voudrais simplement signaler, en ce qui concerne le processus de militarisation de l'Amérique centrale, qui a été entamé par le Gouvernement nicaraguayen, qu'aujourd'hui le Nicaragua continue de renforcer son armée et d'accumuler des armes. Il a actuellement environ 107 000 personnes sous les armes, y compris l'armée, la réserve et la milice. Il continue de recevoir des armes de diverses sources du bloc soviétique, et qui enrichit un arsenal déjà formidable de chars, d'artillerie lourde, de véhicules blindés de transport de troupes et de lance-roquettes.

78. Je mentionnerai qu'en plus du processus de militarisation, le Nicaragua a entamé le processus d'introduction de personnel militaire étranger en Amérique centrale. Aujourd'hui, il maintient le contingent de conseillers militaires étrangers de loin le plus important dans la région : quelque 3 500 conseillers militaires et de sécurité cubains et autres, plus de 100 conseillers soviétiques et autres du bloc de l'Est, des conseillers libyens, des conseillers de l'OLP, 5 000 à 1 000 conseillers civils cubains ou autres dont une grande partie se compose de jeunes ayant achevé la formation militaire.

79. C'est le Nicaragua qui a entamé le processus de déstabilisation des pays voisins dans l'hémisphère. Une fois de plus je dois dire que je n'ai pas l'intention aujourd'hui de donner au Conseil un tableau complet des efforts nicaraguayens. On en aura, je pense, encore le temps au cours de la discussion. Je voudrais simplement rappeler au Conseil que le Nicaragua continue d'aider les guérilleros dans d'autres pays, essentiellement mais non exclusivement le FMLN et le FDR en El Salvador, par l'acheminement d'armes et d'autre matériel, par la formation et par la prestation de centres de commandement et de contrôle.

80. Le Nicaragua se présente au Conseil une fois de plus, comme six fois dans le passé, en cherchant à empêcher ses voisins de se défendre contre les efforts de subversion et de renversement effectués contre les pays voisins à partir du Nicaragua.

81. Comme nous l'avons dit, il est inadmissible qu'un pays, ait le droit de déstabiliser ses voisins par la violence

et que ces derniers n'aient pas le droit de se défendre. Il est inadmissible qu'un pays, le Nicaragua, ait le droit d'introduire des armes et des conseillers étrangers pour déstabiliser ses voisins et que ces derniers n'aient pas le droit de se défendre. Il est inadmissible qu'un pays, le Nicaragua, ait droit au matériel technique le plus perfectionné et que les autres n'aient droit qu'à un armement primitif.

82. Le Gouvernement du Nicaragua poursuit ses efforts de répression interne et de déstabilisation externe. Une fois de plus je n'ai pas le désir aujourd'hui de prendre le terme du Conseil pour faire une longue description de la répression interne à laquelle s'est livré le Nicaragua, au cours de l'année écoulée, depuis notre dernière discussion de la question. Je voudrais cependant appeler l'attention du Conseil et de tous ceux qui sont intéressés sur le fait qu'au moment même où nous nous réunissons ici plus qu'un millier d'Indiens Mosquitos s'enfuient de Sandy Bay Norte, au Nicaragua. Cet endroit est situé au nord de Puerto Cabezas dont nous avons beaucoup entendu parler. Ce millier et plus d'Indiens Mosquitos, qui aujourd'hui même fuient le Nicaragua se dirigent vers le Honduras; ils s'enfuient des camps dans lesquels ils ont été mis de force par le Gouvernement nicaraguayen, en violation flagrante de leurs droits de l'homme. Alors qu'ils s'enfuient, sachant qu'ils vivront dans des conditions très dures au Honduras, ils sont bombardés par des avions Push and Pull sandinistes; ils sont harcelés et mitraillés. On s'efforce par tous les moyens de les empêcher de quitter le Nicaragua, comme on s'est efforcé par tous les moyens de les empêcher de vivre dans la paix et la tranquillité du Nicaragua.

83. Le Gouvernement du Nicaragua n'a toujours pas appris, semble-t-il, que ceux qui lèvent l'épée contre leur propre peuple et leurs voisins risquent de voir l'épée se retourner contre eux.

84. Le Nicaragua vient au Conseil pour obtenir sa protection alors qu'il sape et renverse des gouvernements voisins et qu'il opprime son propre peuple. Il vient au Conseil pour parler de mercenaires qui attaquent le Gouvernement du Nicaragua. Nous avons en notre temps vu beaucoup d'exemples de gouvernements totalitaires qui s'efforcent de déshumaniser leur propre peuple et nient à leurs ressortissants la qualité d'être humains. Les gouvernements totalitaires définissent régulièrement ceux qui s'opposent à eux comme des non-personnes. Les contre-révolutionnaires décrits par le représentant du Nicaragua sont des Nicaraguayens. Ce sont des Nicaraguayens qui, aujourd'hui comme par le passé, aspirent à des solutions démocratiques qu'ils ont si longtemps recherchées. Ils recherchent la démocratie et la liberté dans leur pays, comme ils ont recherché la démocratie et la liberté lorsqu'ils ont renversé le dictateur précédent du Nicaragua

tout cela pour le voir remplacer par de nouveaux dictateurs militaires.

85. Comme je l'ai dit, nous comprenons que les élections en El Salvador ne peuvent pas être une occasion pour le Gouvernement du Nicaragua de se réjouir. Le spectacle de centaines de milliers d'ouvriers et de paysans salvadoriens votant avec enthousiasme lors d'élections libres et marquées par la compétition représente une répudiation des guérilleros appuyés par le Nicaragua qui se sont efforcés de s'élever contre les élections et de les saboter. Il représente une répudiation du style nicaraguayen de la démocratie, qui remplace le consentement du peuple par la volonté du Gouvernement. Il représente un contraste gênant avec le processus électoral contrôlé par les sandinistes, actuellement en cours au Nicaragua.

86. En vérité, la nature du conflit en Amérique centrale est éclairée par la politique des Gouvernements d'El Salvador et du Nicaragua dans leur recherche de solutions aux problèmes qui affectent leurs pays. Répondant à une déclaration des opposants armés au Nicaragua — c'est-à-dire, les contras, les fameux contre-révolutionnaires — selon laquelle ils étaient disposés à déposer les armes s'ils pouvaient participer à une concurrence politique pacifique au Nicaragua et régler les problèmes politiques du Nicaragua par des élections, le Gouvernement du Nicaragua a annoncé que ces opposants ne seraient en aucune circonstance autorisés à une participation quelle qu'elle soit et seraient jugés *in absentia* comme des criminels.

87. Le Gouvernement d'El Salvador a adopté une position diamétralement opposée et a invité l'opposition armée à participer aux élections à condition que ses membres déposent les armes et acceptent une concurrence politique pacifique. Le Gouvernement du Nicaragua a continué à fournir des armes, une formation et d'autres formes d'assistance aux guérilleros salvadoriens qui se sont précisément voués à saboter le processus politique et à imposer une dictature en El Salvador.

88. Depuis le début de l'année, des terroristes appuyés par les Nicaraguayens en El Salvador ont assassiné trois membres de l'Assemblée constituante, un juge militaire et un organisateur de la campagne. Sous le slogan "Farce électorale non, guerre populaire oui" — que signifie cela pour une solution pacifique? — les agitateurs armés en El Salvador ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour gêner les élections et empêcher les gens de voter. Ils ont privé des milliers d'électeurs du droit de vote en s'emparant de leurs cartes d'identité, qui sont indispensables pour voter, et en les détruisant. Ils ont miné des routes, menacé les automobilistes et les propriétaires de stations d'essence. Dans certains lieux, les citoyens avaient été prévenus que de nombreuses bombes allaient exploser et qu'il valait mieux qu'ils restent chez eux.

89. Le jour des élections les guérilleros ont attaqué les villes de Jucuapa, Chinameca, el Triunfo et Santa Clara, pendant le déroulement du scrutin. La veille des élections, ils ont tué des soldats stationnés à Tejutepeque et empêché le vote. Les sabotages de la guérilla ont causé une panne d'électricité sur environ 80 p. cent du pays pendant plus de 12 heures, immédiatement avant l'ouverture du scrutin. Cette panne a profondément perturbé le dépouillement final des bulletins de vote et la distribution du matériel de vote et a manifestement empêché l'arrivée en temps voulu du matériel nécessaire dans certains centres de vote.

90. Néanmoins, quelque 1,4 million de Salvadoriens, soit plus de 75 p. cent des électeurs inscrits, ont voté. Selon de nombreux rapports d'observateurs directs, ils ont voté librement et avec grand enthousiasme. La délégation d'observateurs de la Colombie a qualifié l'élection de "démonstration manifeste de la volonté du peuple salvadorien de trouver une solution démocratique". Ce point de vue est également celui de la plupart des observateurs.

91. Une solution démocratique, c'est aussi le principal, que dis-je, le seul objectif de la politique des Etats-Unis en Amérique centrale. Rien n'illustre mieux le sérieux avec lequel les Etats-Unis ont abordé les problèmes de l'Amérique centrale ni la détermination du peuple américain de trouver une solution démocratique à ces problèmes que le rapport de la Commission nationale bipartite sur l'Amérique centrale. Cette commission, présidée par l'ancien Secrétaire d'Etat Henry Kissinger, composée de 12 éminents citoyens américains des deux partis politiques et représentant des points de vue très divers, a entrepris un examen intensif, sur une période de six mois, de la crise en Amérique centrale. La Commission a entendu des témoignages de centaines de témoins. Elle s'est rendue dans les cinq pays d'Amérique centrale et dans les quatre pays membres du Groupe de Contadora. Elle a étudié une documentation volumineuse.

92. Ses conclusions et recommandations sont le résultat d'un examen des problèmes de l'Amérique centrale, certainement l'un des plus approfondis qui soit pour le moment. Elles sont la base du *Central American Democracy, Peace and Development Initiative Act* de 1984, que le Président Reagan a présenté au congrès américain. Ce projet de loi est une tentative de grande envergure pour régler les problèmes de l'Amérique centrale dans leur ensemble. Il associe les Etats-Unis, fermement et sans équivoque, aux aspirations des peuples d'Amérique centrale au développement social et économique, à la démocratie et aux droits de l'homme et au règlement pacifique des conflits qui affligent la région.

93. La conclusion fondamentale de la Commission, c'est que les origines de la crise en Amérique centrale sont à la fois internes et externes. Les mécontentements sont réels et, pour une grande partie de la population, les conditions

de vie sont misérables. Ces conditions favorisent une révolution interne, mais elles ont été exploitées par des forces extérieures hostiles — plus particulièrement par Cuba, soutenu par l'Union soviétique — qui agissent par l'intermédiaire du Nicaragua et qui s'empareront de toute révolution pour en faire une dictature menaçant la paix et la stabilité de la région et privant les peuples de tout espoir de liberté.

94. La Commission a conclu que ces problèmes sont liés de telle façon que les aspects militaires, politiques, économiques et sociaux de la crise ne peuvent être examinés indépendamment les uns des autres. Sans progrès sur les fronts politique, économique et social, la paix sur le front militaire sera illusoire et précaire. Mais si les insurrections appuyées de l'extérieur ne sont pas contrecarrées, si l'on ne met pas fin à la violence, les progrès sur les autres fronts seront eux aussi illusoire et précaires. Progresser sur un front ne suffit donc pas. Il faut régler simultanément tous les aspects de la crise.

95. L'éminent Président du Costa Rica, Luis Alberto Monge, a qualifié le rapport de la Commission nationale bipartite sur l'Amérique centrale d'"intervention contre la misère et l'ignorance". C'était précisément l'intention de la Commission : engager le Gouvernement des Etats-Unis et le peuple américain à s'associer pleinement à ses voisins d'Amérique centrale dans la lutte contre la misère et l'ignorance.

96. Pour combattre l'injustice et la pauvreté, la Commission a proposé une série de mesures audacieuses pour appuyer le développement agricole, l'éducation, la santé, la promotion des exportations, la réforme agraire, l'habitat, les secours humanitaires, l'assurance au crédit commercial, l'aide pour les petites entreprises et autres activités. Etat donné que la démocratie est essentielle à un développement effectif, une attention particulière sera accordée à l'accroissement du nombre des bourses, à la formation des cadres, aux échanges en matière d'enseignement et à l'encouragement au renforcement des institutions démocratiques.

97. Un programme d'aide substantielle est proposé pour réactiver le Marché commun centraméricain et la Banque centraméricaine pour l'intégration économique, qui a apporté une contribution très importante à la croissance économique rapide de la région dans les années 60 et au début des années 70 et qui pourrait aujourd'hui encourager le commerce et l'activité économique dans la région. Pour donner structure, solidité et continuité à cet effet soutenu, la Commission a proposé une réunion de haut niveau de représentants officiels des Etats-Unis et de leurs homologues d'Amérique centrale pour envisager la création de l'Organisation centraméricaine de développement. Cette organisation pourrait fournir des directives, une assistance, des programmes de développement écono-

mique, social et politique aux nations d'Amérique centrale qui seraient habilitées à y adhérer compte tenu de l'engagement qu'elles auraient pris de procéder à des réformes intérieures et démocratiques et de leur engagement de s'abstenir de toute ingérence extérieure. On envisage que d'autres démocraties extérieures à la région pourraient également participer à cet effort si important pour canaliser l'aide extérieure vers la région.

98. La Commission a su aussi affronter les dangers nés de l'escalade militaire sans précédent au Nicaragua. L'engagement idéologique du régime d'exporter la révolution et ses liens militaires avec l'Union soviétique et Cuba sont autant de dangers qui pèsent lourdement sur les pays voisins. Je l'ai dit, je ne vais pas maintenant décrire en détail cette escalade militaire ni démontrer l'étendue de l'intervention du Nicaragua dans les Etats voisins non plus que sa militarisation et ses liens militaires. Tous ces points sont couverts en détail dans le rapport de la Commission.

99. Ce que je voudrais souligner ici, c'est l'appel lancé par la Commission en faveur d'une stratégie diplomatique vigoureuse et d'un effort de négociation destiné à résoudre le conflit et à inclure le Nicaragua dans un règlement régional qui assure des garanties de sécurité durables et l'indépendance nationale pour toutes les nations d'Amérique centrale. Un tel règlement serait fondé sur les principes contenus dans la proposition en 21 points du Groupe de Cantadora [voir S/16041, annexe]. Ce sont : le respect de la souveraineté et la non-intervention; des engagements vérifiables de non-agression et la cessation de toutes les tentatives de subversion; la limitation des armes et de la taille des forces armées; l'interdiction de forces, bases et conseillers militaires de pays étrangers; aucune force, aucune base, aucun conseiller militaire de pays situés hors de l'Amérique centrale; l'attachement au pluralisme interne et à des élections libres dans tous les pays; des dispositions pour la vérification de tous les accords; et la création d'un conseil intergouvernemental qui se réunirait régulièrement et vérifierait le respect des accords. L'adhésion à l'accord général sur ces 21 points serait nécessaire pour devenir membre de l'Organisation centraméricaine de développement.

100. En préparant ces recommandations, la Commission s'est inspirée largement du résultat des consultations qu'elle a eues avec les dirigeants des pays de Contadora. Elle a déclaré que les pays de Contadora s'étaient engagés dans une nouvelle et audacieuse entreprise et qu'ils méritent la gratitude et l'encouragement de toutes les nations de la région. C'est également le point de vue du Gouvernement des Etats-Unis.

101. Comme la Commission l'a souligné à maintes reprises, tous les éléments de la crise doivent être abordés simultanément. On n'a pas découvert de raccourcis ni

d'astuces, diplomatiques ou autres. Ainsi, en tant qu'élément du programme dans son ensemble, le rapport recommande une assistance militaire accrue, dans des conditions appropriées, aux Gouvernements d'El Salvador et du Honduras. Cette assistance renforcera l'effort diplomatique en aidant à créer les conditions dans lesquelles un règlement pacifique pourra être réalisé et l'objectif d'une vie meilleure dans la liberté et l'indépendance nationale pour tous les peuples d'Amérique centrale pourra être poursuivi.

102. En parlant de l'Amérique centrale, on a parfois tendance à céder au désespoir; c'est notamment le fait de ceux qui connaissent peu la région. Mais la Commission a trouvé partout "l'espoir d'un avenir démocratique et une volonté de faire des sacrifices à cette fin".

103. Je crois que les élections qui viennent d'avoir lieu en El Salvador montrent aussi bien que n'importe quel événement que le peuple de ce pays n'a pas cédé au désespoir et qu'il est disposé à consentir des sacrifices pour parvenir à un avenir démocratique meilleur. Selon le rapport :

"Le peuple de l'Amérique centrale connaît depuis trop longtemps la misère, les privations de toutes sortes et la violence. Les troubles actuels ne doivent pas décevoir son espoir d'un avenir meilleur. Il a enduré trop de mauvais gouvernement pendant des générations pour laisser ses aspirations à un développement politique démocratique se briser, dans cette génération, sur les rochers de la peur, de la division et de la violence.

"De même, sa propre sécurité et la nôtre ne doivent plus être menacées par des puissances hostiles qui cherchent à étendre leur influence en exploitant la misère.

"La crise présente lance un défi urgent pour les Etats-Unis, mais ce défi nous fournit l'occasion d'aider les peuples d'Amérique centrale à traduire leurs rêves d'une vie meilleure et plus libre en réalité."

104. Tel est notre désir. C'est notre seul désir. Le reste, c'est beaucoup de travail, de la bonne volonté, du courage et un attachement indéfectible aux valeurs et aux pratiques démocratiques et le respect des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

105. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : L'orateur suivant est le représentant du Honduras. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

106. M. FLORES BERMÚDEZ (Honduras) [*interprétation de l'espagnol*] : Monsieur le Président, permettez-moi, au nom de la délégation du Honduras, de saisir cette occasion pour vous féliciter de la façon avisée dont vous

dirigez les débats ce mois-ci dans cette instance si importante. Votre vaste expérience et votre longue carrière d'homme d'Etat garantissent au Conseil qu'il mènera ses travaux avec succès. En même temps je remercie les membres du Conseil de m'avoir permis de prendre la parole au moment où il est saisi de ce point de l'ordre du jour.

107. Pour la troisième fois, une réunion urgente du Conseil a lieu sur demande du gouvernement sandiniste pour voir se répéter toute une campagne de propagande politique nationale, à laquelle ce gouvernement a régulièrement recours, en dépit des expériences négatives et peu fructueuses des deux réunions précédentes.

108. Le Honduras, à nouveau, s'est vu obligé de demander au Conseil de lui permettre de participer à la réunion convoquée sur la question actuelle, car le respect que nous inspire ce Conseil nous oblige à essayer d'apporter le plus d'éléments possible d'information, afin que le Conseil puisse voir dans quelle mesure l'un de ses membres essaie de le dénaturer et de l'utiliser à des fins qui ne sont précisément pas les meilleures pour rétablir la paix à l'intérieur du Nicaragua, ni pour maintenir la paix et la sécurité en Amérique centrale.

109. Avec le même manque de respect, avec la même stratégie dont le but est de détourner l'attention de sa crise interne, avec le même souci d'empêcher le processus de démocratisation réelle de ses structures autoritaires, dans le même dessein d'essayer de nier d'une part la lutte interne que mènent contre ce gouvernement des forces rebelles antisandinistes basées à l'intérieur même du territoire nicaraguayen et, d'autre part, la présence de milliers de techniciens et de conseillers militaires étrangers qui dirigent les troupes sandinistes et qui dénaturent l'identité même du Nicaragua, dans le même but de masquer des politiques d'extermination qui provoquent l'exode massif de groupes ethniques et le non-respect de la liberté de religion et de culte, dans le même but de masquer la frustration progressive des Nicaraguayens devant l'échec du gouvernement sandiniste lorsqu'il s'agit de réaliser les buts ou les bases de la révolution qui étaient le pluralisme politique, l'économie mixte et le non-alignement, avec toute cette même stratégie, ces intentions et ces buts, le gouvernement sandiniste vient une fois de plus dénoncer des dangers imaginaires contre son territoire qui proviendraient d'Etats voisins, et chercher à attirer l'attention sur la région, afin de faire de l'Amérique centrale une zone sujette à l'affrontement entre les deux grandes puissances et, en définitive, de faire échouer les efforts diplomatiques qui, dans le contexte du processus régional de paix de Contadora, sont en train d'être réalisés pour créer un climat de sécurité, de paix, de démocratie et de développement économique et social en Amérique centrale.

110. Au cours de la dernière réunion du Conseil de sécurité convoquée sur la demande du Nicaragua

[2513^e séance] pour faire connaître les attaques aériennes lancées contre son territoire par des avions militaires censés provenir du territoire hondurien, la délégation du Honduras a affirmé de la manière la plus résolue que cette accusation était totalement dépourvue de fondement.

111. Les faits ont montré que le Honduras avait raison et que le Nicaragua faisait preuve d'un manque de responsabilité dans ses accusations. Aujourd'hui, nous nous trouvons devant de nouvelles accusations qui sont tout aussi dépourvues de fondement que les allégations précédentes.

112. Dans le message adressé par le Conseil du Gouvernement de reconstruction nationale au peuple du Nicaragua et au monde, le 13 mars de cette année, et distribué à la même date en tant que document du Conseil de sécurité [S/16413, annexe] sur la demande du représentant du Nicaragua, on trouve, entre autres slogans et affirmations non fondées, l'interprétation farfelue donnée aux activités de formation que mènent les forces armées du Honduras avec la coopération des Etats-Unis, et on falsifie à nouveau la réalité en attribuant au Honduras des intentions supposées contre El Salvador et le Nicaragua. Cet argument a été répété à nouveau ici.

113. Le Gouvernement du Honduras, en de nombreuses occasions, s'est adressé au Gouvernement sandiniste pour lui dire qu'il déplorait son recours systématique à des procédures qui vont à l'encontre de la bonne foi internationale. De même, en plusieurs occasions, nous avons, devant l'OEA ainsi que devant ce Conseil et devant l'Assemblée générale des Nations Unies, également donné des réponses documentées, démentant ces accusations fausses qui visent à nous faire porter la responsabilité de faits survenus ainsi que les interprétations tendancieuses d'actions menées par le Honduras dans l'exercice de sa pleine souveraineté sur son territoire. La répétition de toutes ces accusations dont nous sommes témoins une fois de plus est l'expression de la chaîne de mensonges pathologiques auxquels recourt le régime sandiniste.

114. En dépit des informations détaillées fournies par le Honduras, nous estimons nécessaire de préciser une fois de plus que le désir de paix du Gouvernement du Honduras est éternel et sincère, comme le montre sa participation invariable et constructive aux travaux du Groupe de Contadora, et que les mesures qui ont été prises pour améliorer le niveau professionnel des forces armées du Honduras, y compris les exercices réalisés en commun avec des soldats de l'armée des Etats-Unis, ont un caractère strictement défensif et souverain, contrairement à la course aux armements effrénée entreprise par le Nicaragua et contrairement à son interventionnisme flagrant dans d'autres pays d'Amérique centrale dans le but d'internationaliser le conflit auquel il fait face actuellement. Quant aux manœuvres militaires auxquelles participent

les forces armées du Honduras, elles ne sont pas interdites par les documents qui ont été adoptés par le Groupe de Contadora. Par exemple, dans le premier document relatif aux mesures à prendre pour assurer l'exécution des engagements assumés dans le document exposant les objectifs visés le Groupe de Contadora avait proposé l'obligation d'informer les autres Etats de l'exécution de manœuvres. Non seulement le Honduras a informé les autres Etats, mais il a même envoyé des invitations aux pays d'Amérique et d'Europe, et même au Nicaragua, pour qu'ils puissent observer ces exercices militaires.

115. Que la réalisation de la paix, de la démocratie, de la sécurité et de la coopération aux fins du développement en Amérique centrale représente le seul objectif de la politique extérieure du Honduras, et qu'à cette fin nous cherchions à trouver des solutions diplomatiques susceptibles d'éliminer les causes de conflit dans la région, voilà la réalité.

116. Le Gouvernement sandiniste a adopté l'attitude sans équivoque de modifier, pour susciter l'affrontement, l'ordre et le respect qui devraient régner lorsqu'il existe des frontières clairement délimitées entre les pays d'Amérique centrale et lorsqu'un processus régional de paix est en cours, processus auquel participent les cinq pays de cette partie du continent.

117. Les innombrables violations de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Honduras par les troupes sandinistes, comme en témoignent les nombreuses protestations formulées auprès du gouvernement du Nicaragua et communiquées à l'OEA et à l'Organisation des Nations Unies, sont une preuve que ce régime ne respecte pas les frontières. Cela s'est récemment aggravé par le déplacement unilatéral à l'intérieur du territoire hondurien par le gouvernement sandiniste, des bornes qui démarquaient la frontière entre le Honduras et le Nicaragua, au préjudice de citoyens honduriens. Malgré cette violation flagrante des normes du droit international et de celles contenues dans le Traité et l'Acte de délimitation des frontières respectives, le Honduras, dans le but de ne pas dramatiser l'affaire, a proposé au Gouvernement du Nicaragua de constituer une Commission d'ingénieurs des deux pays afin de procéder, aussi rapidement que l'exige cette affaire, à la remise en place rapide et permanente des bornes déplacées.

118. Le Gouvernement sandiniste a également violé à plusieurs reprises la souveraineté territoriale d'autres pays d'Amérique centrale. Je mentionnerai, à titre d'exemple, la note adressée au Nicaragua par le Costa Rica et distribuée le 2 mars, pour information, aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, dans laquelle le Gouvernement du Costa Rica proteste contre la "violation flagrante" du territoire costaricien par les troupes sandinistes et déclare que cela met en doute la sincérité des

intentions du Gouvernement nicaraguayen lorsqu'il prétend promouvoir la détente dans la région. Par la suite, le 13 mars, le message déjà mentionné du Conseil du gouvernement du Nicaragua parlait de l'existence de bases d'opérations et de camps de rebelles anti-sandinistes en territoire hondurien et, aujourd'hui, il affirme la même chose en ce qui concerne d'autres territoires.

119. Le Honduras a lancé des appels formels au Gouvernement du Nicaragua pour que celui-ci agisse avec la sagesse que les circonstances exigent en évitant de généraliser les conflits internes auxquels il fait face, soit de façon implicite, soit par ses actions.

120. Le fait que le Gouvernement sandiniste cherche à gêner les efforts de paix de Contadora est démontré par ces incidents. De même, en demandant la convocation du Conseil de sécurité, ce gouvernement a pour but d'affaiblir la confiance des autres pays d'Amérique centrale dans le processus pacifique régional. Cette intention est également manifeste du fait que l'on entretient dans ce pays une psychose de guerre, qu'on y alimente constamment la course aux armements et que l'on souhaite faire de la région de l'Amérique centrale le théâtre d'affrontements et de pressions idéologiques de blocs antagonistes, ce qui est particulièrement préoccupant étant donné la présence de navires de guerre extra-continentaux dans la mer des Caraïbes dont sont également riverains le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua.

121. Le fait que le Gouvernement sandiniste intervient dans les pays voisins est prouvé par l'appui qu'il donne, sans succès jusqu'à présent, à la subversion au Honduras, de même que par sa fourniture d'armes à la guérilla en El Salvador. Dans le cadre de cette stratégie, il y a une semaine, le commandant Humberto Ortega Saavadra, ministre de la défense du Nicaragua, a annoncé qu'il était possible que des groupes de guérilleros locaux minent les ports des autres pays d'Amérique centrale, du Guatemala au Panama. Cette déclaration représente une nouvelle menace bien claire du recours à la force contre d'autres Etats, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies. Cela constitue également un aveu du fait que les groupes de subversion qui cherchent à déstabiliser les gouvernements de la région opèrent avec l'appui et sous le contrôle du Gouvernement nicaraguayen, comme l'a déclaré le Ministre des relations extérieures, M. Edgardo Paz Barica, dans sa note [S/16444] pour protester énergiquement contre ces déclarations téméraires. Précisément à la suite des déclarations du commandant Ortega Saavedra, il y a eu des actes terroristes à Tegucigalpa et à San Pedro Sula, où cinq bombes ont explosé, faisant un mort et un blessé.

122. Le Honduras a été victime d'attaques frénétiques de la part du Gouvernement sandiniste. Entre le 3 et le 11 janvier, lors de trois incidents seulement survenus en territoire hondurien, 11 de nos compatriotes ont trouvé la

mort. Depuis le 3 février, le Gouvernement sandiniste est allé encore plus loin; en fait, dans le message qu'il a adressé au monde, le 13 mars, il a lancé un appel pour qu'on lui offre des moyens techniques et militaires, exprimant ainsi son intention de continuer à s'armer de manière disproportionnée, au moment même où la Commission de travail chargée des questions de sécurité créée dans le cadre de Contadora devait examiner les critères d'une politique de contrôle et de réduction des armements et des forces armées, dans l'objectif de rétablir l'équilibre militaire dans la région et de créer un mécanisme international de contrôle, tout en mettant fin au trafic illégal d'armes et aux actes de subversion et de terrorisme.

123. Le Gouvernement sandiniste a favorisé une réunion du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés à laquelle a fait allusion, aujourd'hui, le représentant du Nicaragua, cherchant ainsi à utiliser cet éminent mouvement du fait qu'il en est membre. Nous avons eu l'occasion de lire avec soin le projet que le Nicaragua a soumis à l'examen des pays non alignés et celui qui a fini par être adopté le 15 mars. Il convient de faire remarquer que si cet éminent a donné satisfaction au Nicaragua, qui en est membre, il a néanmoins introduit dans le projet original, diverses modifications importantes, de façon à mentionner divers aspects omis par le Nicaragua, tels que les progrès intéressants réalisés dans le domaine électoral par plusieurs pays d'Amérique centrale, et l'insistance sur le fait d'utiliser le processus démocratique comme moyen de réconciliation interne dans les pays et de détente régionale. Cela se retrouve également dans le communiqué de Contadora du 28 février [S/16394, annexe].

124. Le Bureau de coordination a rappelé également la résolution 38/10 de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci réaffirme le caractère global régional du conflit d'Amérique centrale, et condamne "les actes d'agression dirigés contre la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale des Etats de la région" — et pas seulement ceux cités par l'un d'eux — et prend note avec satisfaction du fait que certains des Etats d'Amérique centrale ont accepté d'établir ou de perfectionner des "régimes démocratiques, représentatifs et pluralistes" par l'intermédiaire de processus électoraux honnêtes et périodiques.

125. Il est évident que l'on a pris davantage conscience de la réalité de l'Amérique centrale, qui affecte de nombreux pays et que le Gouvernement sandiniste a essayé de dénaturer en diffusant des informations préparées à cet effet et en se servant de son appartenance au Mouvement des pays non alignés. Nous saluons l'effort qui est fait pour analyser de manière réaliste la situation en Amérique centrale et nous espérons que tous les pays continueront d'être animés par un désir d'objectivité afin que nous, qui appartenons à l'Amérique centrale, puissions résoudre,

dans un climat de confiance propice, nos propres problèmes.

126. L'une des dernières mesures adoptées par le Gouvernement nicaraguayen dans le cadre de cette même stratégie a été de publier le 26 mars un autre communiqué [S/16440, annexe], où il demande au Groupe de Contadora d'abandonner ses bons offices, qui ont été empreints de neutralité et qui ont ainsi permis la réalisation de progrès notables dans le processus de paix en Amérique centrale; en outre, il lui demande implicitement de prendre des mesures directes et de s'engager dans le conflit sous-régional; il lui demande d'être partie à ce conflit et d'y prendre part. Ce serait une grave erreur aux conséquences funestes que d'amener ce groupe précieux de Contadora, composé de cinq pays d'Amérique centrale, à se départir de son objectivité et de sa bonne foi.

127. Dans cette initiative, nous voyons que le Nicaragua cherche à rendre d'autres Etats coupables du conflit interne que connaît ce pays voisin, qui se dérobe ainsi à toute responsabilité dans la crise actuelle. Il saute aux yeux également que le Gouvernement sandiniste cherche à accorder la priorité à la solution des problèmes de sécurité qui, seuls, l'intéresse. En effet, le Nicaragua cherche à reléguer à l'arrière-plan les aspects des problèmes qui intéressent les autres pays centraméricain: je songe au trafic d'armes, à l'appui sur tous les plans aux groupes qui réalisent des actes de sabotage, de terrorisme et de déstabilisation contre les autres gouvernements d'Amérique centrale, à la course aux armements au Nicaragua, aux effectifs militaires importants du Nicaragua et à la présence de plus en plus marquée de conseillers du bloc de l'Est au Nicaragua, autant de facteurs qui, comme je l'ai indiqué, ont obligé d'autres pays à prendre des mesures de défense appropriées afin de dissuader le Nicaragua de toute agression directe. De telles mesures ont été prises au Honduras avec le plein appui d'un peuple libre.

128. Le communiqué du 26 mars que j'ai déjà mentionné révèle également que la stratégie du Nicaragua tend à mettre l'accent sur la présence militaire des Etats-Unis en Amérique centrale et à minimiser la présence militaire soviétique, et surtout sa présence navale, ainsi que les manœuvres militaires qui doivent être réalisées dans les Caraïbes par Cuba et l'Union soviétique. Si ce communiqué est examiné compte tenu de ces faits, on voit clairement qu'il constitue une pièce nouvelle utilisée par le Nicaragua pour justifier, face à la communauté internationale, l'accroissement de ses acquisitions d'armes et, éventuellement, l'augmentation de ses effectifs militaires.

129. Nous espérons que le Conseil, dans sa sagesse, saura faire preuve de pragmatisme et jouer le rôle fondamental qui lui revient. Nous espérons qu'ainsi il ne se laissera pas utiliser et ne s'ingérera pas dans les affaires de l'Amérique centrale et dans la procédure régionale que

nous nous sommes choisie nous-mêmes pour résoudre nos problèmes. A cet égard, toute décision éventuelle ne devrait pas méconnaître qu'il est impérieux d'user de l'influence du Conseil pour amener le Gouvernement sandiniste à choisir une ligne d'action caractérisée par la logique, la bonne foi et une responsabilité élevée, dans ce qui devrait être une attitude sérieuse correspondant au processus de Contadora et une attitude responsable en tant que membre de ce Conseil.

130. De même, il ne faut pas oublier l'expression de la volonté politique de 26 Etats d'Amérique latine qui, réunis au niveau le plus élevé en janvier de cette année, ont adopté la Déclaration de Quito, dans laquelle il est dit :

"Se refusant à devenir la scène d'affrontements étrangers, l'Amérique latine et les Caraïbes ont la ferme conviction que les difficultés de la région peuvent et doivent être résolues sur place et que l'espace latino-américain doit être préservé en tant que zone de paix"¹.

131. Pour sa part, le Honduras réitère sa position de toujours qui est de favoriser et d'appuyer une solution globale et pacifique des différends dans la région dans le cadre du processus de paix de Contadora et dans celui du système interaméricain.

132. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne la parole au représentant du Nicaragua qui souhaite exercer son droit de réponse.

133. M. CHAMORRO MORA (Nicaragua) [*interprétation de l'espagnol*] : Je m'efforcerais d'être bref cette fois-ci, car j'ai déjà fait un exposé très long et très circonstancié sur les raisons qui ont poussé le Nicaragua à demander cette réunion du Conseil de sécurité. Cette convocation fait suite précisément aux agressions, aux pertes en vies humaines et aux dommages matériels que mon pays a subis. J'ai déjà présenté aux membres du Conseil et à la communauté internationale les éléments adéquats qui peuvent mettre d'étayer nos affirmations, éléments qui ne sont pas seulement rapportés par nos propres paroles mais que tout délégué auprès de l'Organisation des Nations Unies peut trouver dans le *New York Times*, le *Christian Science Monitor*, dans le *Wall Street Journal* et les autres publications de la presse américaine.

134. Je voudrais, cependant, apporter certains éclaircissements pour répondre à la déclaration de la représentante des Etats-Unis. Il me semble qu'elle a fait part d'une série d'éléments qui, outre qu'ils témoignent d'une certaine confusion de sa part, peuvent leurrer les autres ou, peut-être, chercher à les leurrer.

135. La représentante des Etats-Unis a fait l'apologie de ce qui a été et de ce qui est ou de ce qu'elle prétend être l'appui que les Etats-Unis fournissent à l'Amérique ce

trale et à chacun des pays qui composent notre région. Elle a parlé de leur appui au Groupe de Contadora — elle s'est longuement attardée sur ce sujet — et elle a dit que les Etats-Unis avaient intérêt à promouvoir la démocratie en Amérique centrale. Je crois qu'il est opportun que je me réfère très brièvement au fait que, en réalité, l'histoire américaine en Amérique centrale est tout à fait le contraire de celle qu'elle a racontée. Ce n'est pas seulement mon pays qui a eu à souffrir, depuis son accession à l'indépendance, des interventions américaines, encore qu'il en ait souffert des 1854, après la première intervention américaine, lorsqu'un s'ibustier esclavagiste des Etats du Sud s'est proclamé président du Nicaragua et a introduit en même temps l'esclavage au Nicaragua.

136. Ce n'est pas seulement le Nicaragua, mais nombre de pays d'Amérique latine — et non pas uniquement d'Amérique centrale — qui, au cours de ce siècle, ont eu à souffrir des conséquences pénibles de la présence militaire américaine dans chacun de ces pays. En plus du cas du Nicaragua, en 1912, en 1925 et en 1926, nous pouvons citer, entre autres, celui de la République dominicaine, de Cuba, pays où persiste une présence militaire en dépit de la volonté du Gouvernement cubain; nous pouvons citer les activités menées contre le Guatemala, en 1954, et contre le Chili, en 1973, et dont l'objectif était de renverser un gouvernement élu, constitué sur la base d'un système démocratique sur le modèle occidental.

137. L'histoire donne une image claire de l'attitude américaine. Si nous nous en tenons au présent, il est tout aussi facile de voir quelles sont les conséquences des événements qui se produisent quotidiennement.

138. La représentante des Etats-Unis a dit à maintes reprises devant le Conseil — et je voudrais confirmer que ce n'est pas à trois mais à six occasions que le Nicaragua s'est vu obligé de demander une réunion du Conseil de sécurité — que cette démarche de notre part répond à des motifs infantiles de la part de nos dirigeants car, en réalité, il n'y a rien à craindre quant à l'attitude des Etats-Unis vis-à-vis du Nicaragua. Je voudrais simplement signaler que ce sont le Congrès des Etats-Unis et les différentes personnalités politiques américaines qui, à diverses reprises, ont exprimé leur inquiétude face à la politique menée par le Gouvernement Reagan à l'encontre du Nicaragua et vis-à-vis de l'Amérique centrale en général. A cet égard, je m'en tiendrai à mentionner les déclarations publiées récemment par les médias américains. N'est-ce pas le Sénateur Hart qui, dans le cadre des élections primaires qui se déroulent en ce moment, dénonce la politique militariste et la présence américaine en Amérique centrale ?

139. La représentante des Etats-Unis dit également qu'elle souhaite depuis toujours que la démocratie progresse dans les pays d'Amérique centrale. Une fois encore,

je dois prendre le contre-pied de ses affirmations. Dans une récente intervention au Conseil à propos de la plainte présentée par le Soudan, [2521^e séance] l'on a indiqué que la crise économique s'est fait terriblement sentir dans les pays africains et avait fait des ravages, et que tout le monde savait bien qui était à l'origine de cette crise et comment elle avait commencé. Il en va de même en Amérique centrale. Je crois qu'il y a eu aussi l'abus — je ne dis pas l'usage — que le Gouvernement américain a toujours fait des ressources naturelles de nos pays et de nos matières premières que, de tout temps, on nous a achetées à bas prix alors qu'on nous vendait les produits finis en réalisant d'énormes bénéfices.

140. La représentante des Etats-Unis a également dit que les Gouvernements américains successifs, comme l'actuel, cherchaient à contribuer au progrès de la démocratie en Amérique centrale.

141. Je ne vois pas comment on peut prétendre vouloir faire progresser la démocratie dans la région de l'Amérique centrale quand tout le monde sait — en tout cas chacun des membres du Conseil et les personnes qui se trouvent dans cette salle, à l'exception cependant de la représentante des Etats-Unis — que, au contraire, les Etats-Unis ont pour habitude d'appuyer les régimes dictatoriaux, comme celui de Somoza au Nicaragua, qu'ils ont non seulement créé quand ils se sont vus obligés de quitter le Nicaragua après la guerre de libération de Sandino, mais qu'ils ont maintenu au pouvoir pendant plus de 45 ans. Le cas de Somoza au Nicaragua n'est pas le seul exemple de dictature créée et encouragée par les Etats-Unis dans différents pays d'Amérique centrale.

142. La représentante des Etats-Unis a dit encore que le Gouvernement du Nicaragua poursuivait un but bien précis en recourant en différentes occasions à ce Conseil : appeler l'attention sur ses propres problèmes afin d'éviter que d'autres problèmes sérieux existant dans la région ne soient examinés. Ce n'était pas la première fois qu'elle usait de cet argument. Elle l'a utilisé au Conseil de sécurité et nous l'avons entendu aussi dans les couloirs des Nations Unies où nous savons qu'il court toujours beaucoup de bruits. La seule chose que je puisse dire à cet égard c'est que les demandes du Nicaragua sont le résultat des actes d'agression des Etats-Unis, de leur politique de mort et de destruction, que leur Président s'emploie à appliquer contre mon pays. Si le Gouvernement des Etats-Unis était plus raisonnable et moins belliqueux, et s'il recherchait la solution des problèmes autrement que par la force armée, le Nicaragua n'aurait pas eu à recourir au Conseil de sécurité, ni cette fois-ci, ni même la première fois. Malheureusement, cette politique belliqueuse fait des morts parmi notre population et ravage notre économie. Et tout ce que nous pouvons faire face à l'assaut d'une grande puissance, c'est de dûment recourir à l'organe compétent en matière de maintien de la paix et

de la sécurité internationales. J'ai dit dans mon intervention que le Nicaragua croit sincèrement que chaque fois qu'il a fait appel au Conseil de sécurité et à l'aide du Mouvement des pays non alignés, les préoccupations politiques exprimées par les dirigeants, qu'ils soient d'Europe ou d'ailleurs, ont contribué à influencer le Gouvernement du Président Reagan et à l'empêcher de mettre à exécution sa décision — prise en 1980 — de renverser par les armes le Gouvernement de mon pays.

143. A cet égard, j'aimerais également lui rappeler — car il s'agit d'une accusation qu'elle a souvent lancée — que le problème des Etats-Unis est que, selon eux, le Nicaragua s'ingère trop ou prétend intervenir dans les affaires extérieures, non seulement des autres pays d'Amérique centrale, mais également d'Amérique latine. Je crois même que certains stratèges américains sont allés jusqu'à dire, en différentes occasions, que mon pays possédait l'armée la plus puissante, du Rio Brava à la Patagonie.

144. Je voudrais préciser à Mme Kirkpatrick que mon gouvernement ne pratique pas une politique interventionniste. De surcroît, nous n'avons ni la capacité ni les moyens militaires des Etats-Unis pour envoyer des armes en El Salvador, au Chili ou n'importe où ailleurs. Les Etats-Unis, eux, avec leur puissance économique et militaire peuvent se le permettre et ne s'en privent pas.

145. Ce que nous avons, et qui est la base de la politique militariste américaine, c'est l'exemple de notre révolution, que l'on craint, et c'est pourquoi l'on nous attaque et l'on cherche à nous empêcher de nous consolider. On sait que cet exemple pourrait être nuisible à la politique militariste des Etats-Unis non seulement en Amérique centrale mais aussi en Amérique latine et dans d'autres régions du monde.

146. La représentante des Etats-Unis a dit que c'est mon gouvernement qui a commencé la militarisation de l'Amérique centrale et je crois qu'elle a dit — si je me souviens bien — que nous avons 107 000 personnes sous les armes. Je lui répondrai très brièvement en corrigeant ce qu'elle a dit, parce qu'elle s'est trompée. En premier lieu, ce n'est pas mon gouvernement qui a commencé la militarisation. Le 19 juillet, cela fera cinq ans qu'il existe une république indépendante au Nicaragua, et je crois que tout le monde sait très bien que la militarisation de l'Amérique centrale a commencé bien avant que le sandinisme parvienne au pouvoir au Nicaragua. Il y avait Somoza, qu'eux-mêmes avaient créé et dont ils ont fait le gardien des intérêts américains en Amérique centrale.

147. Le problème pour eux est qu'il y a eu des changements. Avec l'arrivée du sandinisme, pour la première fois dans son histoire, le Nicaragua pouvait prétendre être un pays authentiquement non aligné, un pays qui, pour la première fois dans son histoire, pouvait décider de son

avenir. Ils ont eu alors recours à un autre gardien en Amérique centrale; ils ont trouvé un général au Honduras, appelé Alvarez, qu'ils sont maintenant en train d'armer jusqu'aux dents — comme je l'ai dit également — et ils ont malheureusement transformé ce pays en un porte-avions de plus de la marine de guerre des Etats-Unis.

148. L'erreur qu'a commise la représentante des Etats-Unis et que j'ai dit vouloir corriger a trait au nombre de Nicaraguayens que nous avons sous les armes. Je peux assurer Mme Kirkpatrick que le jour ou son gouvernement, directement ou indirectement, prétendra intervenir plus encore qu'il ne l'a fait au Nicaragua, ce ne sera pas 107 000 Nicaraguayens, mais toute la population en armes qui s'opposera à l'agression et qui, pour la deuxième fois en ce siècle, pourra la repousser.

149. Je crois que — nous sommes fiers de le dire — le plus grand arsenal que possède le Nicaragua n'est pas constitué par les chars soviétiques ou de quelque autre origine que nous puissions avoir, ni par les vedettes françaises ou de quelque autre origine que nous puissions obtenir, ni par les canons ou les fusils, mais par l'appui du peuple dont jouit la révolution populaire sandiniste.

150. Nous sommes — ils le savent mieux que personne — le seul gouvernement en Amérique centrale qui soit en mesure de donner les armes au peuple pour défendre sa souveraineté. Je suggérerai à la représentante des Etats-Unis de proposer ou de recommander à l'actuel Gouvernement salvadorien de donner des armes au peuple d'El Salvador, pour qu'il puisse se défendre contre une intervention du Nicaragua en El Salvador. Je crois que ce que cela entraînerait, et cela ne prendrait pas beaucoup de temps, est facile à prévoir : le gouvernement serait renversé par son peuple.

151. La représentante des Etats-Unis a dit aussi que notre gouvernement, dans ses desseins totalitaires, voulait ignorer les efforts et les concessions que les Nicaraguayens amis des Etats-Unis étaient en train de faire en ce qui concerne nos élections. Je voudrais seulement faire une remarque et j'aimerais que l'on y réponde. Je crois qu'en bonne universitaire, la représentante sait sans doute quelle est la différence entre une guerre civile, une guerre nationale et une guerre d'agression. Je ne suis pas expert en matière militaire et je ne vais pas m'attarder sur la question, mais la logique la plus élémentaire m'amène à penser que lorsqu'une guerre civile sévit dans un pays, il faut avoir, entre autres choses, un appui populaire et, notamment, il faut avoir ou pouvoir obtenir précisément par cette guerre des territoires libérés que les deux factions contrôlent, et nous savons tous que c'est le cas en El Salvador. Je demanderai à la représentante des Etats-Unis — car cela permettrait aussi d'éclaircir les affirmations qu'elle, son gouvernement et un autre gouvernement d'Amérique centrale ne cessent de faire, à savoir que le

problème du Nicaragua est un problème interne : y a-t-il un pouce de territoire nicaraguayen contrôlé par les mercenaires contre-révolutionnaires de la CIA ?

152. Si elle le veut, je peux lui apporter ou lui présenter maintenant une carte du Nicaragua et je voudrais qu'elle indique ici devant tous quel est ce territoire que la contre-révolution et les mercenaires de la CIA ont libéré, et dans quelle partie de ce territoire ils maintiennent les avions, les vedettes rapides, les mines et l'arsenal avec lesquels ils attaquent et assassinent notre population, et les navires étrangers qui viennent chez nous. Si ce n'est pas aujourd'hui, je peux lui envoyer demain une carte à sa Mission pour quelle puisse l'examiner tranquillement et, à une autre occasion — la semaine prochaine, lorsque nous continuerons le débat — elle pourra m'indiquer les points avec précision.

153. Enfin, il y a beaucoup d'autres choses dans son long exposé auxquelles je pourrais me référer; je pourrais notamment me référer à l'apologie qu'elle a faite du rapport Kissinger. La seule chose que je puisse dire sur ce rapport, c'est que, pour l'Amérique latine, le personnage de Kissinger est de triste mémoire. De même, il me semble qu'il y a eu un rapport minoritaire présenté par un des membres à propos des aspects militaires ou des aspects de sécurité exposés dans ce rapport. En outre, il me semble que les membres du Congrès des Etats-Unis et des hommes politiques américains ne sont pas très satisfaits des éléments militaristes qui accompagnent les offres économiques faites dans ce rapport.

154. Avant de terminer, je voudrais mentionner deux autres points. En premier lieu, Mme Kirkpatrick a dit que le sandinisme n'avait pas tenu les promesses publiques faites dans le cadre des organismes régionaux. Ce n'est pas la première fois qu'elle le dit au Conseil. Je crois qu'elle en avait déjà parlé lorsque la composition du Conseil était différente. Je crois que la première fois, c'est lorsque le Coordonateur de notre Conseil s'est adressé au Conseil de sécurité la première fois. Elle avait, je crois, apporté la lettre envoyée par les membres de notre Conseil à l'OEA.

155. Je voudrais dire à Mme Kirkpatrick que nous n'avons pas besoin de balles, comme l'a demandé au Congrès le Président Reagan, pour garantir les élections. Nous savons tous que lorsqu'il a essayé, il y a deux semaines, d'obtenir une aide supplémentaire de l'ordre de 93 millions de dollars pour fournir une assistance militaire à El Salvador, le président Reagan aurait dit, selon la presse américaine, qu'il fallait des balles pour garantir les élections. C'est une façon étrange que de garantir les élections; c'est une façon étrange d'appuyer la démocratie.

156. Je peux assurer Mme Kirkpatrick que le processus d'institutionnalisation démocratique qui a commencé au Nicaragua n'a pas été amorcé sous les pressions des Etats-Unis. Je peux l'assurer aussi que nous n'accepterons jamais d'agir sous la pression des Etats-Unis. Il est bon que cela soit compris, entendu et analysé. Ce n'est pas sous la pression des Etats-Unis que le Nicaragua prend position dans les instances internationales, prend position en ce qui concerne le Groupe de Contadora ou essaie d'institutionnaliser son processus interne. Nous le faisons parce que nous sommes sérieux, parce que nous sommes responsables, parce que, comme je l'ai dit, nous sommes un peuple épris de paix, à la différence du Gouvernement des Etats-Unis qui amène le monde au bord d'un holocauste nucléaire. Nous le faisons parce que nous avons un engagement envers notre peuple, et rien d'autre.

157. Nous pourrions peut-être inviter Mme Kirkpatrick à assister en tant qu'observateur aux élections du Nicaragua lorsqu'elles auront lieu tout comme nous allons inviter les représentants des autres gouvernements et pays avec lesquels nous avons des relations amicales. Je vais lui dire aussi que ce sera pour observer et non pas superviser, comme on le fit en 1928, lorsque précisément fut lancée la guerre de libération de Sandino. Je peux garantir que ces élections, qui vont se tenir deux jours avant les élections américaines, seront un modèle du genre en Amérique latine. Je suis persuadé que Mme Kirkpatrick, le Président Reagan et ses principaux conseillers savent parfaitement que c'est le sandinisme qui gagnera les élections et non pas par la fraude, parce que même si nous plaçons un soldat d'infanterie de marine américain à côté de chacune de nos urnes, le résultat serait le même. Ils le savent très bien, ils ont leur méthode d'espionnage; ils n'espionnent pas seulement avec des avions et les radars placés dans le golfe de Fonseca et en territoire hondurien, mais ils espionnent aussi par l'intermédiaire des membres de la CIA se trouvant au Nicaragua. Ils connaissent bien le sentiment majoritaire de la population nicaraguayenne, et c'est précisément parce qu'ils le connaissent qu'ils cherchent à faire en sorte que les élections n'aient pas lieu dans notre pays. C'est pour cette raison qu'ils cherchent à amener le Gouvernement nicaraguayen à rompre sa promesse. Je peux les assurer que nous n'allons pas le faire. Nous allons résister aux pressions américaines.

158. Malheureusement, nous continuerons à perdre les meilleurs de nos fils et il nous sera très difficile d'obtenir du pain pour donner à manger à nos paysans, car ils nous ont coupé les prêts sous forme de blé qu'ils nous accordaient dans le passé; mais malgré cela, la communauté internationale — la Suède, les Pays-Bas, l'Union soviétique, la France et beaucoup d'autres pays — nous a fait parvenir ce blé que les Etats-Unis nous refusent. Ainsi, nous pouvons donner du pain à nos paysans et à nos travailleurs. Ce que nous avons fait alors, nous continuerons à le faire.

159. Nous allons donc suivre ce processus institutionnel. Nous allons organiser des élections, comme ils le font ici aux Etats-Unis. Nous ne visons pas autre chose. Nous allons leur montrer qu'au Nicaragua le Président ne sera pas élu par 25 ou 27 p. 100 de l'électorat total.

160. Malheureusement, je me suis trop attardé. Mais je me dois de parler en dernier lieu de la préoccupation très vive que Mme Kirkpatrick a exprimée au sujet des minorités et des Mosquitos du Nicaragua. Tout d'abord, je ne mentionnerai pas l'extermination des Indiens en Amérique du Nord; je ne dirai pas non plus que sa préoccupation pour les Mosquitos est très récente. Nous ne l'avons jamais entendue se préoccuper du pourcentage des chômeurs qui existe parmi les Indiens en Amérique du Nord et du petit pourcentage d'entre eux qui arrivent à survivre. Je n'ai pas le chiffre précis en tête mais je crois qu'il est de l'ordre de 40 p. 100 et plus. Je ne l'ai jamais entendue s'inquiéter de cette situation. Je ne l'ai jamais entendue s'inquiéter des travailleurs mexicains que l'on autorise à entrer dans le pays et qui sont en même temps exploités honteusement.

161. En ce qui concerne les Mosquitos, je voudrais dire qu'en décembre 1982 mon Gouvernement a découvert — cela fut rendu public parce que l'on a réussi à capturer une partie de ceux qui étaient impliqués — un plan que la CIA essayait de mettre en œuvre sur la côte atlantique du Nicaragua qui portait le nom de "Noël rouge". Dans ce plan, on essayait d'utiliser les Mosquitos, on cherchait à manipuler l'ignorance historique de la population de la côte atlantique dont les Etats-Unis sont coupables. Je dis que ce sont eux les coupables, parce que le coupable à l'intérieur était Somoza et que c'étaient eux qui maintenaient Somoza au pouvoir. Somoza ne s'est jamais préoccupé des autochtones de l'est du Nicaragua. Logiquement, la faute retombe sur ceux — que ce soit Mme Kirkpatrick ou d'autres membres des gouvernements qui pendant les 45 années de règne de Somoza se sont succédé aux Etats-Unis — qui n'ont jamais conseillé la construction de routes, l'installation de téléphones, de télévision, qui ne leur ont jamais appris à lire ni ne les ont aidés à installer des centres sanitaires. Ils ne l'ont pas fait ou bien Somoza ne les a pas écoutés. Je crois plutôt qu'ils ne l'ont pas fait, car Somoza les écoutait. Par l'intermédiaire du plan, appelé "Noël rouge", ils espéraient et continuent d'espérer s'emparer de ce secteur isolé et sous-développé. Nous ne disons pas sous-développé parce que le Nicaragua en général est un pays sous-développé. M. Treiki a dit qu'il avait été ahuri de voir la pauvreté qui existait au Nicaragua. C'est certain. Et ceux qui en sont responsables se trouvent en face de nous.

162. Mais parmi la pauvreté qui existe au Nicaragua, celle qui existe sur la côte Atlantique est particulièrement étonnante et préoccupante. C'est avec la révolution de 1979 que l'on a commencé à faire quelque chose pour améliorer les conditions minimales de subsistance des

270 000 habitants qui vivent sur la côte Atlantique. Ce chiffre inclut les Mosquitos, les Sumas, les Ramas, les Noirs et les Métis. Lors d'une émission à la télévision, il y a environ un an, à laquelle participaient le Ministre des relations extérieures du Nicaragua et Mme Kirkpatrick, cette dernière — je ne sais si elle était de bonne foi — cherchant à prouver que les droits des Mosquitos étaient violés, disait qu'il y avait 270 000 Mosquitos.

163. En réalité, il y a 90 000 Mosquitos au Nicaragua. Sur ce nombre, il y en a peut-être 15 000 qui sont partis pour se rendre en territoire hondurien. Nous ne pouvons le nier; nous ne cherchons pas à le nier. C'est vrai, nous avons pu commettre certaines erreurs dans la façon dont nous avons traité les minorités mosquitos. Nous sommes un gouvernement révolutionnaire honnête. Nous sommes fiers de nos réalisations, mais nous sommes modestes quant à nos succès, sommes conscients de nos défauts et cherchons à les surmonter.

164. Les 15 000 Mosquitos qui se trouvent en territoire hondurien sont des gens qui ont été manipulés par les Etats-Unis qui, maintenant, les utilisent. Certains d'entre eux se sont engagés dans des activités militaires contre mon pays. On les empêche de retourner au Nicaragua.

165. En 1982, mon gouvernement, sur la base de l'Article 48 f de la Convention américaine des droits de l'homme², a pris des mesures afin que l'organe compétent puisse rechercher une solution amicales aux difficultés existant entre le Gouvernement du Nicaragua et les citoyens de notre pays d'origine mosquito. Il y a eu un accord pour un règlement amical, signé en août 1982 avec la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

166. Je crois que c'est en décembre de l'année dernière, en outre, que nous avons annoncé une amnistie générale, sans exception, pour tous les citoyens mosquitos. J'ai personnellement, sur instructions de mon gouvernement, demandé au Secrétaire général de faire en sorte que le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés se joigne aux efforts de rapatriement, le rapatriement étant l'un des objectifs recherchés par Contadora. Nous avons demandé qu'il aide au rapatriement des Mosquitos. Malheureusement, les mercenaires de la CIA ont empêché que ce rapatriement se fasse totalement et de façon satisfaisante. Je puis assurer le Conseil qu'un grand nombre d'Indiens Mosquitos ont commencé à revenir dans mon pays, grâce au Haut Commissariat, qui a confirmé ces faits. Ce n'est certes pas le Gouvernement nicaraguayen qui les fait partir, et nous ne l'avons pas demandé à la représentante des Etats-Unis, car c'est elle qui a confirmé qu'ils partaient. Il se peut que ce soit son gouvernement qui les fasse partir.

167. Je n'ai déjà que trop pris le temps du Conseil et je m'en excuse auprès de ses membres. Cependant, si besoin

était, je pourrais être amené à reprendre la parole pour compléter mes réponses à certaines observations de Mme Kirkpatrick.

168. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne la parole à la représentante des Etats-Unis qui a demandé à exercer son droit de réponse.

169. Mme KIRKPATRICK (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Tout d'abord, par souci de précision, je rappelle que je n'ai jamais dit que le Nicaragua avait l'armée la plus puissante d'Amérique du Sud. J'ai simplement dit que le Nicaragua avait l'armée la plus puissante d'Amérique centrale c'est-à-dire, par tradition, cinq petites nations que connaissent fort bien, j'en suis sûre, les membres du Conseil.

170. Deuxièmement, en ce qui concerne les Mosquitos, je dirai qu'à mon avis, ils souhaitent profondément retourner au Nicaragua pourvu qu'ils puissent vivre en paix, sur la côte nord de l'Atlantique, comme ils l'ont fait depuis des siècles, assurés que leur droit à la liberté et à l'autodétermination sera suffisamment respecté. Ils seraient heureux de rentrer dans leur pays. Malheureusement, ils continuent de fuir. Les estimations moyennes indiquent qu'il y a aujourd'hui 500 000 Nicaraguayens qui ont fui les attentions bienveillantes de la nouvelle dictature. Vingt cinq mille environ d'entre eux sont des Mosquitos qui se trouvent maintenant au Honduras. Plus de 1 000 Mosquitos s'enfuient du Nicaragua aujourd'hui même, comme je l'ai dit, vers la frontière du Honduras, ce qui peut laisser supposer que les pratiques qui ont fait fuir ces gens pacifiques, qui demandent simplement qu'on les laisse tranquillement vivre leur vie, ne se sont pas améliorées.

171. Troisièmement, il m'est très difficile d'entendre des accusations répétées à ce Conseil de la part du représentant du Nicaragua et de certains de ses associés au sujet du penchant des Etats-Unis pour les dictatures en Amérique centrale. Les membres du Conseil, après avoir entendu tant d'interventions et depuis aussi longtemps de la part du représentant nicaraguayen, apprendront peut-être avec surprise que Somoza était Nicaraguayen. Il n'était pas Américain. Et non seulement il était Nicaraguayen mais il était le chef d'un gouvernement composé entièrement de Nicaraguayens et le fils d'un autre Somoza qui était lui aussi un Nicaraguayen à la tête d'un gouvernement entièrement composé de Nicaraguayens. Pendant toute cette période, les Etats-Unis ont indiqué leur préférence et fait part de leur attachement à la démocratie en visant dans le cadre d'institutions démocratiques et en respectant les libertés démocratiques dans leur propre société.

172. Je ne nie pas devant ce Conseil que mon pays ait, de temps à autre, commis des erreurs dans notre politique à l'égard de l'Amérique centrale ou du monde en général

ou, dans ce cas particulier, à l'égard du Nicaragua. On pourrait même arguer que, de temps à autre, nous nous sommes trouvés les complices de la montée d'une dictature en Amérique centrale, voire au Nicaragua. De fait, je crains fort qu'un examen soigneux du passé n'indique qu'en 1978 et 1979 le Gouvernement américain, agissant de toute sa bonne foi, a aidé en effet à l'ascension au pouvoir au Nicaragua d'une nouvelle dictature militaire qui a consolidé un pouvoir hautement répressif dans cette société et qui gouverne aujourd'hui en faisant des centaines de milliers de réfugiés parmi les Nicaraguayens qui fuient leur pays à la recherche de cette même liberté qu'ils cherchaient déjà lorsqu'ils ont renversé Somoza.

173. Enfin, s'agissant des élections au Nicaragua dont on nous a parlé, je vois que mon collègue aime lire le *New York Times*. Je voudrais moi-même lire un passage du *New York Times*, écrit par l'un de ses anciens collègues, Arturo Cruz, qui — comme je suis certaine que beaucoup de membres du Conseil le savent — était membre du Conseil du Gouvernement révolutionnaire nicaraguayen et son ambassadeur aux Etats-Unis jusqu'au moment où il a donné sa démission du fait de sa consternation, de son désenchantement et de sa déception à l'égard de son gouvernement. Depuis lors il vit en exil et travaille pour établir la démocratie au Nicaragua, comme il le faisait en fait avant de quitter son pays. Il a écrit dans le *New York Times* du 27 janvier 1984 un article intitulé "Une démocratie sandiniste? Improbable", au sujet des élections devant se dérouler au Nicaragua, publié à la page A27 de l'édition du 27 janvier 1984. Voici ce qu'il a dit :

"les déclarations des commandants révolutionnaires concernant le processus de vote présagent une mascarade électorale. Les sandinistes sont résolus à exclure les personnalités dissidentes marquantes, telles que Edén Pastora Gomez, l'ancien dirigeant de la guérilla, et Alfonso Robela Callejas, ancien membre de la junte qui est également le chef d'un parti politique important. Dans ces conditions limitatives, des citoyens ayant le respect d'eux-mêmes ne seront ni candidats ni électeurs..."

"Nos libérateurs d'antan, les sandinistes, ont pris goût au pouvoir. Ayant vaillamment affronté les balles sur le champ de bataille, ils ont maintenant recours à des bulletins de vote truqués — comme le faisaient par le passé nos dictateurs de droite."

174. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne la parole au représentant du Nicaragua, qui a demandé à exercer son droit de réponse.

175. M. CHAMORRO MORA (Nicaragua) [*interprétation de l'espagnol*] : Je vous vois préoccupé, Monsieur le Président, car vous craignez peut-être que je ne prenne plus de temps que je n'en ai déjà pris. Mais j'ai dit que

j'aurais une autre occasion de développer ce que j'ai déjà affirmé. Aussi je n'ai pas l'intention de mentionner les termes employés par un président américain — je crois que c'était M. Roosevelt, dans les années 30 — pour décrire Somoza. La représentante des Etats-Unis a dit que Somoza était aussi Nicaraguayen. A la première occasion je vous dirai ce que le président Roosevelt disait de Somoza, avec tout le respect que je dois aux dames présentes dans cette salle.

176. Ce que je voudrais — parce que cela ne serait plus pertinent la semaine prochaine — c'est donner une preuve de ce dont j'ai parlé, à savoir la crainte qu'a le Gouvernement des Etats-Unis devant la victoire de la révolution sandiniste. Il craint non seulement nos actions internes au Nicaragua, mais il craint même notre présence aux Etats-Unis.

177. Les représentants savent bien que, en plusieurs occasions, des dirigeants nicaraguayens se sont vu refuser un visa alors qu'ils avaient été invités à visiter des institutions. Mais je ne vais même pas en parler. Je me contenterai d'indiquer qu'un membre de la Junte de gouvernement du Nicaragua avait programmé une visite qui, bien sûr, n'était pas officielle. Et ce n'est pas parce que nous ne voulons pas de visite officielle mais parce que le Gouvernement américain ne le souhaite pas. Il était prévu que cette visite commencerait le 23 avril. M. Sergio Ramírez Mercado devait faire ce voyage. Il devait se rendre à Kansas City, Washington, New York, en Californie, à Boston et dans d'autres villes dont je ne me souviens pas. Ce faisant, il

répondait à des invitations reçues d'organisations d'intellectuels américains, d'universités, etc. M. Sergio Ramí Mercado, outre le fait qu'il est membre de la Junte de gouvernement, est un éminent intellectuel nicaraguayen, qui a vécu plusieurs années en Allemagne fédérale et dont les œuvres ont même été traduites en allemand.

178. Suivant les procédures démocratiques, et étant donné qu'il a peur de l'exemple de la révolution sandiniste, au Nicaragua comme à l'extérieur, le Département d'Etat a décidé de délivrer à Mercado un visa valable pour huit jours seulement et qui ne l'autorise qu'à se rendre à Kansas City, du 29 mars au 6 avril. Voilà un exemple de la crainte qu'inspirent au Gouvernement américain les paroles des sandinistes et c'est une preuve de la manière dont il cherche à manipuler la vérité vis-à-vis de son propre peuple.

179. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Il n'y a plus d'autres orateurs inscrits sur la liste. Avec le consentement du Président du Conseil de sécurité pour le mois d'avril, la prochaine réunion du Conseil consacrée à la poursuite de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour aura lieu le lundi 2 avril 1984, à 15 h 30.

La séance est levée à 19 h 30.

NOTES

¹ Voir A/39/118-E/1984/85, annexe, par. 3.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1144, n° 17955.